Politis

CHAQUE JEUDI

DOSSIER
Tourisme solidaire : sur les routes du Sud

DÉCRYPTAGE
2008 vue par Éric Fassin

SANTÉ
Sauver l'hôpital !

CHÔMAGE
Droits en baisse

EUROPÉENNES
L'appel de Roger Martelli

ÉCOLOGIE
Agriculture durable au Pays basque

CINÉMA
Les États généraux de l'action culturelle

NOUVELLE FORMULE DE POLITIS
Le 22 janvier

M 03461 - 1034 S - F: 3,00 €

Politis

N° 1034

politis.fr

SEMAINE DU 8 AU 14 JANVIER 2009

MASSACRES À GAZA

La vérité en face

Sommaire

DÉCRYPTAGE

DÉMOCRATIE. Les dix mots qui ont marqué 2008.
Pages 4 à 6

MONDE

PROCHE-ORIENT. Avant les chars, les mots.
Page 7

SOCIÉTÉ

SANTÉ. Entretien avec Pierre Faraggi : « Notre pacte social vole en éclats ».
Pages 8 et 9

ÉCONOMIE/ SOCIAL

CHÔMAGE. Des droits en baisse.
Page 10

À CONTRE-COURANT. « Crise : dix premières leçons ».
Page 10

POLITIQUE

TRIBUNE. « Européennes : rien ne peut empêcher l'union », par Roger Martelli.
Page 11

DOSSIER

TOURISME SOLIDAIRE. Sur les routes du Sud.
Pages 13 à 20

COURRIER

Page 21

ÉCOLOGIE

AGRICULTURE. Une chambre particulière pour les paysans basques.
Pages 22 et 23

CHANGER D'ÈRE. « Le marché aux poissons », par Hélène Crié-Wiesner.
Page 23

CULTURE

POLITIQUE CULTURELLE. Les États généraux de l'action culturelle cinématographique. Entretien avec Catherine Bailhache. Pages 24 et 25

LITTÉRATURE. « Paris-Brest », de Tanguy Viel.
Page 25

PHOTOGRAPHIE. Rétrospective Sabine Weiss.
Page 26

THÉÂTRE. « La Grande Magie », d'Eduardo de Filippo.
Page 26

MÉDIAS

TÉLÉVISION. « L'Accès aux soins en danger », de Jacques Cotta et Pascal Martin.
Page 27

RÉSISTANCES

CONSOMMATION. C'est moi qui l'ai fait !
Page 28

BLOC-NOTES

Pages 30 et 31

ABONNEZ-VOUS !

Retrouvez les formules d'abonnement à *Politis* sur www.politis.fr

DÉCOUVREZ LE MENSUEL DE LA GAUCHE CRITIQUE !

Entretiens, analyses, reportages, débats
10 numéros par an

Abonnez-vous !

www.regards.fr

5 villa des Pyrénées, 75020 Paris 01 47 70 01 90 - regards@regards.fr

Couverture : GETTY IMAGES/AFP

Politis

Politis, 2, impasse Delaunay
75011 Paris
Tél. : 01 55 25 86 86
Fax : 01 43 48 04 00
www.politis.fr
redaction@politis.fr

Fondateur :
Bernard Langlois.

Politis est édité par
Politis, société par actions simplifiée au capital de 941 000 euros.
Actionnaires :
Association Pour Politis, Christophe Kantcheff, Denis Sieffert, Pascal Boniface, Laurent Chemla, Jean-Louis Gueydon de Dives, Valentin Lacambre.
Président, directeur de la publication :
Denis Sieffert.
Conseil de direction :
Pascal Boniface, Laurent Chemla, Jean-Louis Gueydon de Dives, Christophe Kantcheff, Valentin Lacambre, Patrick Piro (président de l'association Pour Politis) et Denis Sieffert.

Directeur de la rédaction :
Denis Sieffert.
Rédaction en chef :
Thierry Brun (87).
Christophe Kantcheff (85).
Michel Soudais (89).
Politique :
Michel Soudais (89), Patrick Piro (Verts) (75).
Écologie, Nord-Sud :
Patrick Piro (75), Claude-Marie Vadrot.
Économie, social :
Thierry Brun (87).
Monde :
Denis Sieffert.
Société :
Ingrid Merckx (70), Olivier Doubre (91).
Culture :
Christophe Kantcheff (85), Ingrid Merckx (70), Gilles Costaz (théâtre), Marion Dumand (BD), Jean-Pierre Jeancolas (cinéma), Denis-Constant Martin (musiques), Jean-Claude Renard (photo), Jacques Vincent (rock).
Idées :
Olivier Doubre (91).
Médias :
Jean-Claude Renard.
Résistances :
Xavier Frison (88), Christine Tréguier.
Responsable éditorial web :
Xavier Frison (88).
Architecture technique web :
Grégory Fabre (Terra Economica) et Yanic Gornet.
Premier rédacteur graphiste papier et web :
Michel Ribay (82).
Rédactrice graphiste :
Claire Le Scanff-Stora (84).
Rédactrice correctrice :
Pascale Bonnardel (83).
Secrétariat de rédaction :
Marie-Édith Alouf (73), Pascale Bonnardel (83).

Administration-comptabilité :
Isabelle Péresse (76).

Secrétariat :
Brigitte Hautin (86).

Publicité-promotion :
Marion Biti (90)
publicite@politis.fr

Impression :
Rivet Presse Édition
BP 1977, 87022 Limoges Cedex 9

DIP, Service abonnement Politis,
18-24, quai de la Marne, 75164 Paris Cedex 19
Tél. : 01 44 84 80 59.
Fax : 01 42 00 56 92.
abopolitis@dipinfo.fr
Abon. 1 an France : 147 euros
Diffusion. NMPP.
Inspection des ventes et réassort : K.D.
Éric Namont : 01 42 46 02 20
Numéro de commission paritaire :
0112C88695, ISSN : 1290-5550

ÉDITORIAL

PAR DENIS SIEFFERT

La vérité coloniale en face…

Selon l'usage que l'on en fait, la tradition des vœux peut être routinière ou hypocrite. Par les temps qui courent, les nôtres seront cette année plus encore que d'habitude des vœux de mobilisation des énergies et de combat. Car même s'il y a dans nos vies, Dieu merci, des aspects personnels, nous avons en commun, nous autres, lecteurs ou journalistes de *Politis*, d'être des « animaux politiques », au sens d'Aristote. On peut le dire aussi plus drôlement, à la manière de Coluche : *« Chaque fois qu'un avion s'écrase quelque part dans le monde, c'est sur nos pompes. »* Non seulement nous ne savons pas nous murer dans l'indifférence, mais nous ne le voulons pas. Nous revendiquons d'être des citoyens actifs, face à la crise sociale, comme dans les guerres et les conflits. Et nous ne souffrons jamais plus que lorsque nous avons le sentiment de l'impuissance. C'est ce sentiment que nous éprouvons, bien sûr, depuis dix jours que s'abat un déluge de feu sur Gaza. Notre conscience est tout autant révulsée par l'incroyable conditionnement des esprits que par la violence inouïe de l'opération militaire israélienne.
Le discours de l'homme de la rue en Israël, que nos médias relaient abondamment, qui soutient *« à cent pour cent »* (*« à mille pour cent »*, disent certains) son armée commettant les pires atrocités dans l'étroit territoire palestinien, choque par son uniformité. De toutes les bouches tombent exactement les mêmes mots, les mêmes formules. *« On n'a pas le choix »* ; *« On ne fait que se défendre. »* Comme si une nation entière avait appris la leçon sous la dictée d'un chargé de communication diabolique.

Ainsi, tout Israël semble ignorer que ce n'est pas le Hamas qui a rompu la trêve conclue le 19 juin, mais un raid meurtrier de l'aviation israélienne, le 4 novembre. Plus grave encore, tout Israël ou presque semble tenir pour négligeable cette violence initiale : le blocus. Cette sanction économique injustifiable imposée aux habitants de Gaza depuis que le Hamas a pris le contrôle de l'étroit territoire, en juin 2007. La conscience majoritaire dans ce pays ne veut toujours pas connaître la violence coloniale, celle du blocus à Gaza, comme celle du mur et des expropriations, en Cisjordanie. Ou, tout simplement, celle du refus de la souveraineté nationale. Et, une fois de plus, c'est par la violence extrême qu'Israël évite de

HAMS/AFP

regarder la réalité coloniale en face. Sans les raids du mois de novembre, il aurait fallu commencer à se poser le problème du desserrement du blocus. C'est d'ailleurs manifestement ce que les dirigeants du Hamas attendaient en retour. Et c'est la raison pour laquelle ils avaient, fin juin 2008, imposé par la force le respect de cette trêve aux factions irrédentistes.
Mais cette logique conduisait Israël à transgresser l'interdit de l'étiquette « terroriste ». Elle conduisait à faire « de la politique » avec le Hamas. Tous les faits et tous les événements qui pouvaient aller dans cette direction ont donc été comme effacés de la mémoire collective.

Sur le fond, ce pays est plus à l'aise dans le conflit que dans la négociation avec les représentants d'un peuple dont il a longtemps nié l'existence. La froide indifférence avec laquelle son armée peut en ce moment même massacrer toute une population montre que ce déni d'humanité n'est toujours pas surmonté. Les raisons profondes du massacre de Gaza sont là : dans ce rapport colonial. Israël mène aujourd'hui sa « bataille d'Alger ». S'y ajoutent des considérations de calendrier. Le leader travailliste (on croit cauchemarder en employant ce mot), Ehud Barak, ministre de la Défense, et la présidente de Kadima, Tzipi Livni, refont dans le sang leur retard sur la droite de Benyamin Netanyahou. Cela en vue des élections anticipées du 10 février. Et puis il y a le mystère Obama. Israël n'est pas trop sûr du futur président américain, qui doit prendre ses fonctions le 20 janvier. Du côté de l'Union européenne, en revanche, rien à craindre. La « mission » de Nicolas Sarkozy dans la région, même vaine, aurait pu être au moins naïve et sympathique, si elle n'avait pas suivi de trois semaines un geste politique de soutien inconditionnel à l'État hébreu. En rehaussant le niveau de partenariat commercial avec Israël, l'Europe s'est en effet privée de tout moyen d'action. De ce côté-là aussi le calendrier était donc favorable. Tout cela a donc peu à voir avec les roquettes du Hamas.
L'écho planétaire de l'une des plus scandaleuses injustices de notre époque peut continuer de faire ses ravages. Principalement dans le monde arabo-musulman, qui ne peut pas ne pas avoir le sentiment d'être méprisé. Un écho que ni la censure israélienne ni la désinformation dans les grands médias ne parviennent à étouffer. Ce qui nous ramène à nos vœux. Ceux que nous formons pour nous-mêmes, pour *Politis* et pour ceux qui dans ce métier veulent faire entendre d'autres voix. Nous en sommes réduits aujourd'hui à crier notre indignation, à appeler à manifester, samedi prochain notamment (1) ; et, horriblement, à scruter les images qui pourraient enfin réveiller les consciences. C'est en cela que le massacre de Gaza nous avilit tous.

Les raisons profondes du massacre de Gaza sont là : dans ce rapport colonial. Israël mène aujourd'hui sa « bataille d'Alger ».

(1) Symboliquement j'irai, à Paris, dans le cortège de l'Union juive française pour la paix.

Les dix mots qui ont marqué 2008

DR

Au seuil de 2009, nous avons demandé au sociologue Éric Fassin* de revenir sur quelques-unes des grandes questions qui ont marqué l'année écoulée, sous la forme d'un bilan, mais aussi de perspectives.

Centres de rétention administrative

Dans vingt ans, ou trente ans, des jeunes gens nous demanderont comment c'était de vivre dans des sociétés prétendument démocratiques, et qui traitaient ainsi les étrangers au motif que leurs papiers n'étaient pas en règle. Ils voudront comprendre comment nous avons pu laisser faire. Nous ne pourrons pas plaider l'ignorance : nous savons ce qui se passe. Comment leur expliquerons-nous que, sur ce sujet (comme sur d'autres, certes), l'opposition s'est à peine opposée ? Et que, si Brice Hortefeux n'a pas la faveur de l'opinion, les médias le ménagent – tandis que Bernard Kouchner conserve sa popularité de champion des Droits de l'homme, même s'il accorde un satisfecit au ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale ?

Le pire, c'est que nous acceptons, collectivement, l'idée que cette politique est sans doute désagréable mais qu'elle est nécessaire – justifiée par des logiques économiques, démographiques, sociales, etc. Or, il n'en est rien : aucune rationalité ne vient justifier la xénophobie d'État. Bien au contraire, les logiques avancées ne résistent pas à l'analyse rationnelle. Nous ne pourrons donc pas dire à ceux qui viendront après nous que nous nous sommes résignés à la xénophobie. Il faudra bien reconnaître que nous l'avons choisie, et non subie : non seulement nous n'ignorons pas ce qui se passe, mais cette France-là, c'est notre choix – pire : c'est nous. Notre identité nationale, c'est donc d'abord, aujourd'hui, la xénophobie.

Nous aurons à vivre avec cette honte.

Jeux olympiques

Ira en Chine, ira pas ? Les palinodies du président français, avant l'ouverture des Jeux olympiques d'août 2008, annonçaient déjà la déclaration de Bernard Kouchner en décembre, à la veille du 60e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il regrettait le secrétariat d'État aux droits de l'homme rattaché à son ministère des Affaires étrangères : *« Il y a contradiction permanente entre les Droits de l'homme et la politique étrangère d'un État, même en France. »* Voire surtout en France ? Rien de bien nouveau, dira-t-on, et il fallait être André Glucksmann pour se laisser séduire par les belles paroles de Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle : son rêve d'un « ticket Kouchner-Sarkozy » est vite devenu un cauchemar.

Mais il ne s'agissait pas seulement de droits de l'homme. Début août, c'est Roselyne Bachelot qui incarnait le plus clairement les priorités de la France – non seulement par sa présence satisfaite à Pékin, mais aussi par son absence à Mexico lors de la conférence mondiale sur le sida. La ministre des Sports et de la Santé était donc présente pour le sport et absente pour la santé. On pourrait s'en étonner : la politique de l'émotion, selon Nicolas Sarkozy, ce ne sont pas seulement les joies des fêtes populaires ; il y a aussi les larmes de la compassion devant les malheurs privés. Il n'y a pas seulement le corps en santé, tout en muscles et en sueur, mais aussi le corps malade, souffrant. Après tout, n'est-on pas prêt à s'enthousiasmer pour les Jeux paralympiques, qui célèbrent le courage personnel des « blessés de la vie » chers au Président ?

Si la France est absente de Mexico, c'est donc que les malades du sida, et les associations qui les défendent, ont réussi à imposer une lecture politique de la maladie. Si la France est présente à Pékin, c'est que le monde du sport a réussi à imposer l'idée que les Jeux olympiques, ce n'est pas de la politique – sauf pour la Chine, bien sûr.

Récession

C'est un peu comme les résultats sportifs : la droite se veut du côté des battants, mais quand elle est au pouvoir, la France échoue plus souvent qu'à son tour – comme au football. Autrement dit, le désir de vaincre qu'on ne peut nier chez notre Président n'est pas très communicatif ni très mobilisateur. Il est vrai que les perdants sont récompensés (voir Bernard Laporte). Bref, la France qui gagne, ce n'est pas la France de Sarkozy.

Il en va de même pour l'économie. Bien sûr, le Président nous assure que la crise économique est une formidable opportunité ; et c'est vrai : il en profite pour continuer la même politique, en s'autorisant de la crise.

N'allons pas croire en effet qu'on assiste au retour du keynésianisme : si l'État revient, c'est pour aider le capital, et non le travail.

C'est pourquoi, à part le Président et ses amis politiques et économiques, la crise n'est pas une bénédiction pour tout le monde.

Reste une leçon importante : on ne change pas une équipe qui perd. Autrement dit, la « rationalité économique », constamment invoquée pour justifier des politiques impopulaires, n'est pas si rationnelle.

MESSINIS/AFP

RESF/AFP

Au CRA de Vincennes, incendié le 22 juin 2008, étaient enfermés 249 sans-papiers.

La crainte d'une contagion des émeutes de la jeunesse grecque a fait reculer le gouvernement français sur la réforme du lycée.

Grèce

Quand la démocratie est malade, on n'imagine plus le changement que par la rue. Cela ne veut pas dire pour autant qu'on renoue avec la croyance révolutionnaire. Songeons aux « émeutes urbaines » de fin 2005 : c'est faute d'un autre moyen d'expression politique que les voitures flambaient. Elles flambent d'ailleurs de plus belle aujourd'hui. Le problème, c'est de savoir s'il en ira en Grèce comme en France, où Nicolas Sarkozy apparaît *a posteriori* comme le grand bénéficiaire de l'incendie qu'il a tout fait pour allumer.

Ce qui est frappant, c'est qu'il y a bien une prise de conscience que les conséquences des choix de politique économique, en l'occurrence pour la génération montante, ne se jouent pas seulement dans un pays – et que, du coup, la déflagration à l'étranger pourrait se faire sentir chez nous aussi : si Xavier Darcos a reculé en France, c'est bien qu'il redoutait la contagion de la Grèce. N'est-ce pas précisément ce qui s'est passé en 1968 ? C'est une des vertus de la mondialisation, et de l'Europe : la contestation n'a pas forcément de frontières.

Parti socialiste

Que dire ? Sur le Parti socialiste, et sur la situation institutionnelle et idéologique de la gauche gouvernementale, rien sans doute. À quoi bon ?

Sur les effets de l'évidement apparemment sans fin de la gauche, en revanche, il y aurait beaucoup à dire. C'est ce qui permet de comprendre, d'une part, le glissement progressif du paysage idéologique vers la droite ; et, d'autre part, le succès continué de la droite gouvernementale, malgré ses échecs répétés. Pour le dire autrement : ce n'est pas que la droite soit tellement intelligente (efficace, novatrice, etc.), c'est plutôt que la gauche l'est si peu. Bref, la droite gagne le combat, mais c'est faute de combattants.

En réalité, en n'opposant pas à la droite une vision du monde différente, la gauche gouvernementale lui concède une sorte d'hégémonie idéologique. Non seulement on finit par croire qu'il n'y a pas d'alternative, mais la gauche, en courant après la droite, pousse celle-ci à se droitiser toujours davantage. C'est d'autant plus absurde que c'est inefficace : comme hier s'en vantait le Front national face à la droite, c'est aujourd'hui la droite qui pourrait dire, à propos de la gauche : les électeurs préfèrent l'original à la copie.

Cela dit, si pour sa part la gauche « de gauche » résiste, la résistance ne suffit pas. C'est encore laisser l'avantage de la proposition à la droite. Il importe donc, et d'autant plus que le Parti socialiste ne le fait pas, de proposer une vision du monde alternative – et pas seulement un refus.

« Ultragauche »

On aurait envie d'en rire – comme dans cette chanson de la « Parisienne libérée », « Ultime Hyper Totale Gauche (UHT) ». Écoutons ses définitions : terroriste ? *« qui opère un retour à la terre »* ; coupable ? *« qui songe à commettre un crime »* ; anarchiste ? *« qui obéit à son chef »* ; et ultragauche ? *« qui fait très très peur »*. Le coup de Tarnac, c'est bien sûr une forme d'intimidation contre la gauche de (la) gauche. Il faut donc le replacer dans le contexte des poursuites pour outrage (le Président a le droit de dire *« casse-toi, pov' con »*, mais on n'a pas le droit de brandir une pancarte devant lui portant la même inscription) ; mais aussi des poursuites contre ceux qui osent soutenir les sans-papiers (désormais, comment oser se lever de son siège, dans un avion, si l'on voit brutaliser un clandestin ?). Bref, la liberté d'expression se réduit comme peau de chagrin : on se croirait dans les États-Unis du Patriot Act, sous George W. Bush.

Mais il y a plus. Si l'on parle de la culpabilité (ou non) de « l'ultragauche », on ne parle plus d'autres responsabilités possibles ; je ne parle pas tant des chasseurs (après tout, s'il y a des traces de coups de fusil…) que de l'état du réseau ferroviaire. Les caténaires avaient des problèmes avant, elles en ont eu après. On pourrait imaginer une autre grille de lecture, sur l'affaiblissement du service public (voir le rail anglais sous Thatcher), mais on ne l'entend pas. C'est que la grille « ultragauche » a été imposée, avec succès – même si personne n'y croit déjà plus.

Non irlandais au traité de Lisbonne

L'Europe souffre d'un déficit démocratique. La décision politique semble appartenir à la bureaucratie ; les citoyens ne s'y sentent

En n'opposant pas à la droite une vision du monde différente, la gauche gouvernementale lui concède une sorte d'hégémonie idéologique.

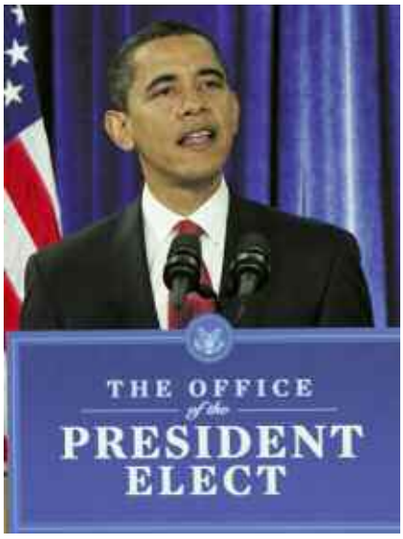
pas associés. Le problème, c'est que quand on finit par demander leur avis aux citoyens, ils s'expriment surtout pour dire non. Du coup, on insiste – comme si la démocratie consistait à poser la même question jusqu'à ce qu'on obtienne la réponse désirée.
Cela dit, la logique référendaire en elle-même n'est pas forcément la plus satisfaisante, d'un point de vue démocratique. Elle agrège des logiques différentes, voire contradictoires, dans un « oui », ou dans un « non ». On l'a bien vu avec la coexistence d'un « non » de gauche, en France, et un « non » de droite, et donc entre la critique du capitalisme et le repli nationaliste. Or, si le refus de prendre en compte le « non » irlandais est bien un problème, il ne faudrait pas oublier qu'il est motivé, en particulier, par la volonté de préserver l'interdiction de l'avortement.
C'est d'ailleurs un point sur lequel l'Europe s'apprête à céder : Lisbonne vaut bien une messe… Autrement dit, la démocratie sexuelle qu'on met en avant pour opposer l'Islam « archaïque » à l'Europe « moderne », bref, « eux » à « nous », on l'oublie, quand il s'agit de garder l'Irlande dans le jeu économique. Finalement, l'essentiel est ailleurs.

France Télévisions

La berlusconisation de la France se joue aussi dans l'audiovisuel public. Naguère encore, se voulant modérés dans leur critique, certains refusaient de faire la comparaison avec l'Italie de Silvio Berlusconi : la France était trop démocratique, et Nicolas Sarkozy n'avait pas construit son pouvoir sur sa fortune personnelle. On voit aujourd'hui ce qu'il en est : d'une part, c'est pour complaire à ses amis des chaînes privées que le président de la République change les règles de l'audiovisuel ; et, d'autre part, il étend son contrôle sur les chaînes publiques dont il va nommer le président. Autrement dit, la réforme actuelle affaiblit économiquement le service public audiovisuel, mais aussi politiquement. Et elle passe, finalement sans trop de vagues. Au fond, pas besoin de disposer d'une fortune personnelle comparable à celle de Silvio Berlusconi pour reproduire en France l'expérience italienne.
La leçon qu'on peut en tirer, c'est qu'il serait naïf de croire qu'il y a des cultures foncièrement démocratiques – et d'autres non. La démocratie n'est jamais une donnée ; elle est seulement une exigence. Si on ne se bat pas pour qu'elle avance, elle recule aussitôt. C'est ce qui se passe aujourd'hui en France.

Entre les murs

Qu'un film parlant d'école obtienne la Palme d'or à Cannes, c'est une bonne nouvelle ; qu'il suscite des discussions sérieuses sur le métier d'enseignant, et la situation de l'école, c'est aussi une bonne nouvelle. Cela confirme qu'il n'y a pas de raison de prendre les gens pour des imbéciles (voir France Télévisions) : un film intelligent ne se contente pas de faire l'hypothèse que les spectateurs



LOEB/AFP

L'élection d'Obama change la manière dont les Américains se représentent leur société.

le sont ; il les incite à l'être, il contribue donc à produire de l'intelligence.
Ce film donne à réfléchir sur la démocratie à l'école – pas seulement la « démocratisation » de l'école, c'est-à-dire son ouverture à des publics élargis, et donc à des populations nouvelles (en termes de classes, mais aussi, bien sûr, en des termes culturels ou raciaux explicitement discutés tout au long du film), mais aussi la démocratie dans les relations pédagogiques. La démocratie à l'école, c'est ce que les élèves, et les profs, appellent le « respect ». Il est en effet essentiel d'entendre le respect dans les deux sens. Trop souvent, les discours sur l'autorité (et pas seulement à l'école, bien entendu) parlent du respect qui est dû aux autorités, et non pas du respect que doivent les autorités. Dans ce film, on entend non seulement les profs déplorer l'absence de respect des élèves, mais aussi les élèves réclamer le respect qui leur est dû en retour.
Cette démocratie n'a rien à voir avec la démagogie : les élèves ne s'y trompent pas, et le disent à leur prof – d'autant que celui-ci joue de la proximité en empruntant leur langage (*« pétasse »*). On ne joue pas à la démocratie, en faisant comme si les relations de pouvoir n'existaient pas. Au contraire, l'école démocratique suppose de ne pas prendre les élèves non plus pour des imbéciles : ils savent bien que la relation pédagogique est aussi une relation de pouvoir ; mais ils ont conscience aussi que le pouvoir ne donne pas tous les droits, et qu'il implique des responsabilités.
Entre les murs est un film décourageant – le prof se décourage. C'est aussi un film encourageant : dans l'ensemble, ses élèves ont compris ce qu'est la démocratie. Cela ne suffit certes pas à effacer le fait qu'ils ne vivent pas dans une société démocratique – mais du moins dans une société où l'on peut se battre pour un peu plus de démocratie.

Obama

Après huit années de plus en plus sombres (et pas seulement aux États-Unis), l'élection de Barack Obama est un véritable rayon d'espoir (bien au-delà des États-Unis). Bien sûr, il ne faut pas être naïf : en s'appuyant sur une équipe largement empruntée à Bill Clinton, le nouveau Président n'annonce sans doute pas une rupture avec le néolibéralisme de ses prédécesseurs. La crise du capitalisme financier n'entraînera sans doute pas tant une remise en cause des règles du jeu, que leur aménagement ; la logique du néolibéralisme pourrait même s'en trouver renforcée.
Reste que c'est une bonne nouvelle pour la démocratie. Il faut se rappeler qu'à deux mois de l'élection, on pouvait redouter le succès de John McCain, et que le choix de Sarah Palin pour vice-présidente risquait d'être payant. Autrement dit, la droitisation sans fin de la politique américaine aurait continué – et l'espoir de changer le cours des choses aurait encore faibli. Le résultat montre donc que tout n'est pas toujours joué d'avance. Même au sein du Parti démocrate, qui aurait imaginé que le carnet d'adresses d'Hillary Clinton ne lui garantirait pas la victoire ?
Deuxième bonne nouvelle : les questions raciales ne sont pas condamnées à se répéter à l'identique, de manière toujours aussi brutale. C'est pourtant ce qu'on était tenté de croire, aux États-Unis. En France, n'a-t-on pas même le sentiment que les inégalités raciales ne cessent de se creuser ? Grâce à la victoire de Barack Obama, on peut se dire que le durcissement des relations raciales n'est pas inéluctable.
Bien sûr, l'élection d'un président noir ne résoudra pas les inégalités économiques dont les Noirs sont les premières victimes aux États-Unis ; mais elle change nécessairement la manière dont les Américains se représentent leur société. Imaginons que demain le Parti socialiste porte au pouvoir un président d'origine maghrébine – comment croire que notre vision de la société française n'en serait pas transformée ?
Troisième bonne nouvelle : il y a des raisons de penser que Barack Obama respectera davantage les formes démocratiques ; rien ne permet de craindre qu'on retrouve chez lui le mépris des citoyens, de la vérité, des Droits de l'homme, et plus généralement de la politique démocratique, qui dominait à la Maison Blanche. Autrement dit, c'est l'image même de la politique qui s'en trouvera quelque peu restaurée. Et c'est une excellente chose, y compris pour ceux qui voudront s'opposer à lui politiquement. Croire un peu plus à la politique : c'est le vœu qu'on peut former pour 2009 ! Tout n'est pas joué d'avance, et le pire n'est pas toujours sûr.

E. F.

* Éric Fassin est sociologue, enseignant à l'École normale supérieure et l'Iris (CNRS/EHESS), membre de l'Observatoire du 6 mai.

La démocratie n'est jamais une donnée ; elle est seulement une exigence. Si on ne se bat pas pour qu'elle avance, elle recule aussitôt. C'est ce qui se passe aujourd'hui en France.

Avant les chars, les mots !

Avant le massacre de Gaza, la population israélienne a été gavée de propagande. L'opinion française, à un moindre degré, aussi.

PLATT/GETTY IMAGES/AFP

Un journaliste filme une maison de Sderot touchée par une roquette tirée depuis la bande de Gaza.

L'OFFENSIVE CONTRE GAZA a recueilli le soutien de 95 % des Juifs israéliens, selon un sondage paru le 1er janvier dans le quotidien *Maariv*. Un autre sondage, paru la veille dans *Haaretz*, faisait état de 71 % d'approbation, mais en tenant compte de 20 % d'Arabes israéliens hostiles à l'opération. Sans ce soutien massif, le massacre des Palestiniens de Gaza aurait sans doute été politiquement difficile. Car c'est au nom du « droit à l'autodéfense » que la presse israélienne, quasi unanime, approuve l'offensive. Dans le récit officiel, il s'agit de faire cesser les tirs de roquettes par le Hamas, coupable d'avoir rompu la trêve conclue en juin.

Cette thèse, qui ne tient même pas chronologiquement, traverse tout l'échiquier politique israélien. Ainsi, l'écrivain David Grossman, homme « de gauche », en appelait le 30 décembre dans *Haaretz* à *« une trêve de 48 heures »*, mais en légitimant l'argumentaire du « droit à l'autodéfense » : *« Nous ne devrions en aucune façon,* écrivait-il, *frapper* [les Palestiniens] *aussi violemment même si le Hamas, depuis des années, a rendu misérable à l'extrême la vie des gens du sud d'Israël »* (1). Le propos est en fait lourd de menace : si au bout de 48 heures le Hamas n'a pas rendu les armes, alors le « pacifiste » David Grossman ne répond plus de rien. Le même double langage se retrouve dans le parti de gauche Meretz, qui, après avoir appelé à une offensive contre Gaza pour faire stopper les tirs de roquettes, a ensuite appelé à un cessez-le-feu.

La propagande israélienne n'est pas sans effets sur la presse française. Laissons ici *le Figaro*, qui adhère totalement au vocabulaire américano-israélien définissant le Hamas comme *« organisation terroriste »*, et qui prédit le *« retour »* des *« kamikazes »* pour justifier par avance le massacre de Gaza. Et attardons-nous sur un article de *Libération* qui trahit bien tout l'embarras de la presse française. Sous le titre « Qui a commencé ? », on a pu lire ceci : *« Le Hamas a pris la décision, le 18 décembre, de ne pas renouveler la tahdiyeh (période de calme) de six mois conclue avec Israël. Cette rupture a rapidement été suivie par le tir de dizaines de roquettes et d'obus de mortiers, provoquant l'attaque israélienne de samedi. »* Jusque-là, les choses sont claires. Mais malheur au lecteur qui n'aura pas été plus avant dans sa lecture, car voici la suite : *« En fait, cette trêve, plutôt bien suivie pendant quatre mois et demi, n'était plus vraiment respectée depuis le raid israélien du 4 novembre qui avait tué six membres du Hamas. Cet acte de violence avait entraîné une réaction en chaîne : riposte à coups de roquettes du mouvement islamiste et renforcement du blocus israélien* […], *qui a encore aggravé la situation humanitaire déjà très critique dans l'enclave palestinienne. »*

Le même article nous apprend ensuite, citant *Haaretz*, que le raid du 4 novembre a servi à préparer l'actuelle offensive militaire, dont les préparatifs avaient commencé six mois plus tôt. Autrement dit, l'opération actuelle n'a rien à voir avec la rupture d'une trêve qui, de surcroît, est le fait d'Israël, ni avec les roquettes qui deviennent un prétexte. Mais qu'importe ! Ce qui reste, c'est « l'agression du Hamas ». Ce qui est suggéré, c'est la « légitime défense » israélienne. C'est ce qui reste dans les informations répétées heure après heure sur les radios. Parfois grossièrement, comme ce présentateur du journal de 8 heures sur France Inter, qui affirme tout de go, le 5 janvier : *« Si Israël s'est lancé dans cette vaste opération, c'est, rappelons-le, en réponse aux incessants tirs de roquettes par le Hamas depuis le territoire palestinien. »* Ou comme Yvan Levaï, qui, au détour de sa revue de presse, samedi matin, également sur France Inter, louait *« la patience »* d'Israël. A-t-il songé à la « patience » des Palestiniens privés de tout et réduits au chômage par l'asphyxie économique savamment orchestrée par Israël depuis deux ans ? L'occultation totale du blocus comme acte de violence est d'ailleurs l'une des constantes de la propagande.

Mais revenons sur le mot « patience », tout droit sorti du vocabulaire colonial. Il nous renvoie à l'analyse fort pertinente de Tom Seguev, qui nous donne – également dans *Haaretz* – les clés de la propagande israélienne. Selon l'historien israélien, les motivations d'Israël sont toujours les mêmes. Il s'agit de *« donner une leçon aux Palestiniens »*. Selon son niveau de culture et de prudence sémantique, on dira « une leçon au Hamas », ou « aux Palestiniens », ou « aux Arabes-qui-ne-comprennent-que-le-langage-de-la-violence », comme on l'entend fréquemment répéter en Israël par l'homme de la rue. *« C'est un leitmotiv qui a accompagné l'entreprise sioniste depuis ses débuts*, écrit Tom Seguev, *nous sommes les représentants du progrès et des Lumières* […], *tandis que les Arabes sont une foule primitive et violente, des enfants ignorants qu'il faut éduquer… »* Nous sommes là en effet au fond de la propagande coloniale classique. Classique, trop classique.

DENIS SIEFFERT

(1) Article reproduit dans *Libération* du 31 décembre.

N. B. Dans ces circonstances, il faut croire aux journalistes plutôt qu'aux journaux. Michel Bole-Richard, qui accomplit dans *le Monde* un travail remarquable. Claire Servajean, qui, sur France Inter, a donné longuement la parole, le 1er janvier à 13 h, à l'admirable Stéphane Hessel, qui a pu rétablir quelques vérités essentielles.

« Notre pacte social vole en éclats »

DR

Psychiatre au centre hospitalier de Cadillac (Gironde), Pierre Faraggi* revient sur la crise de l'hôpital public et alerte sur les tensions particulières qui tiraillent la psychiatrie.

Hôpitaux psychiatriques, services d'urgences et de réanimation… Des faits alarmants, comme la mort récente d'un patient cardiaque refusé par plus de vingt établissements, ont mis en évidence des défaillances dans le système hospitalier. La crise de l'hôpital public se manifeste-t-elle d'abord par un manque de lits et de personnel ?

Pierre Faraggi : C'est très variable selon les disciplines et les régions, mais c'est un fait. Alors que les besoins de santé connaissent une croissance forte, les budgets hospitaliers ont diminué ces dernières années. À cela s'ajoutent des problèmes d'effectifs : en plus de la crise des recrutements, les remplacements de personnel sont freinés par souci d'économie. Dans certaines disciplines, on a le plus grand mal à trouver des soignants formés. Ces problèmes vont s'amplifier. Face à cela, les pouvoirs publics continuent à répéter que l'hôpital coûte trop cher. C'est une vision complètement idéologique : l'hôpital public représente environ un tiers des dépenses de santé, et non pas plus de la moitié comme on l'entend répéter. Dans notre pacte social, il était admis que chacun avait droit aux meilleurs soins quels que soient ses moyens. Ce pacte est en train de voler en éclats. Décider de continuer à l'assumer est un choix politique et un choix de société, et cela a un coût.

Roselyne Bachelot, ministre de la Santé, met en cause la « mauvaise organisation » de l'hôpital…

L'hôpital souffre d'une accumulation de réformes. Pourquoi en entamer une nouvelle en 2009 [la loi « Hôpital, patients, santé et territoires » (HPST), ndlr] alors qu'on n'a pas encore fini de mettre en œuvre les précédentes ? La loi sur les 35 heures est montrée du doigt. Mais le problème, c'est qu'elle n'a pas été appliquée jusqu'au bout ! Cette loi prévoyait des recrutements compensatoires dans les hôpitaux de personnel médical et paramédical, qui n'ont été effectués que très partiellement. Du coup, les hospitaliers travaillent plus qu'auparavant et dans des conditions encore plus difficiles… Personne ne travaille vraiment 35 heures à l'hôpital. Ce qui est en jeu, c'est l'application des mesures compensatoires et le règlement des heures supplémentaires ou du temps additionnel : pour nombre de praticiens, ce n'est pas encore acté.

Sommes-nous face à un risque de catastrophe sanitaire ?

Avec beaucoup de difficultés certes, mais grâce au dévouement de ses personnels, notre outil hospitalier tourne encore à peu près. Cela dit, si nous continuons à désorganiser l'hôpital, à lui rogner les ailes et à négliger la répartition des professionnels de santé entre les disciplines, les exercices publics et privés et les régions, on va voir émerger des déserts sanitaires où des catastrophes pourront avoir lieu.

KSIAZEK/AFP

Le budget de la psychiatrie a chuté de 10 % en 3 ans, alors que l'activité explose.

Vous avez signé avec plusieurs collègues un appel (1) dans lequel vous dénoncez une *« privatisation progressive de l'hôpital public »*. En quoi le mode de financement actuel marque-t-il le passage d'un système de santé solidaire à un système mixte, avec un recours accru aux assurances ?

Cela sera la conséquence de notre système de tarification à l'activité, qui privilégie la production d'actes rémunérateurs et ne reconnaît pas comme tels les missions de service public ou la prise en charge éventuellement au long cours des polypathologies ou le surcoût des détresses sociales. Seul l'hôpital public se donne pour mission d'accueillir tous les patients et toutes les pathologies. Année après année, cela devient plus difficile de garantir cet accès aux soins pour tous. Si l'on reste dans le cadre du mode de financement actuel, il faudrait mieux équilibrer les taches et les obligations entre établissements publics et privés, et que ceux-ci s'engagent à assumer une partie des missions du service public. Sans quoi, l'hôpital va continuer à s'endetter ou devoir réduire sa mission.

Que pensez-vous de la réforme de l'hospitalisation psychiatrique que prépare Nicolas Sarkozy ?

Nicolas Sarkozy, à partir d'un fait divers, certes dramatique, aborde la psychiatrie sous un angle exclusivement sécuritaire. Alors que la psychiatrie a fait un bond considérable ces cinquante dernières années en soignant sans hospitalisation ou avec des hospitalisations très courtes la grande majorité de ses patients, et en réinsérant la plupart des malades mentaux, l'accent mis par le Président sur la seule dangerosité, qui ne concerne qu'un nombre infime des 1,2 million de patients suivis chaque année, est un contresens et une stigmatisation insupportable pour tous les malades. Il est vrai que certains patients, mais en nombre très limité, peuvent poser des pro-

blèmes de sécurité pour les autres malades, les soignants et, en cas de sortie non autorisée, la population. Comme dans les affaires récentes de Saint-Egrève ou de Marseille, il s'agit le plus souvent de personnes qui ont commis des actes criminels et ont été jugées irresponsables de par leurs troubles mentaux. Elles ont été placées en unité pour malades difficiles (UMD) puis, après stabilisation et dans une perspective de réinsertion, dans un service ordinaire de psychiatrie. Dans ces services polyvalents où elles sont accueillies avec les autres patients, elles posent des problèmes de surveillance, en plus de leur prise en charge. Cette mission est rendue encore plus difficile du fait de la réduction considérable du nombre de lits en psychiatrie ces vingt dernières années. La grande majorité des psychiatres hospitaliers est donc favorable à la prise en charge de ces patients dans des unités spécialement aménagées.
Quant aux propositions du Président, nous ne souscrivons pas à l'idée de la « géolocalisation » (avec bracelets électroniques), qui ne correspond pas à nos besoins et nous paraît attentatoire à la dignité des malades et incompatible avec un projet de soin. En revanche, nous adhérons à sa proposition d'augmenter le nombre de places en UMD, ce que nous réclamons depuis des années, et à l'accélération de la réalisation du programme d'une dizaine d'unités d'hospitalisation spécialement aménagées (UHSA) pour des détenus présentant des troubles psychiatriques graves.

Comment expliquer que la situation ait continué à se dégrader malgré le plan de santé mentale de 2004 ? Qu'apportera la loi HPST ?
Le plan de santé mentale n'était pas du tout à la mesure des enjeux. Le budget de la psychiatrie a chuté de près de 10 % en trois ans cependant que l'activité explose, les demandes de soins psychiatriques pour les adultes et enfants, et tout particulièrement pour les personnes en situation de précarisation ou d'exclusion, sont en augmentation constante. S'y ajoutent des difficultés de recrutement du personnel. Qu'attendre des réformes en cours ? À l'exception des agences régionales de santé et du bénéfice d'un pilotage unifié pour la ville, l'hôpital et le médico-social, nous restons très critiques à l'égard du projet de loi HPST. Édouard Couty, ancien directeur de la Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins, a été chargé d'articuler le fonctionnement de la psychiatrie avec le projet HPST. Formons le vœu que l'organisation en secteurs avec son remarquable réseau ville-hôpital soit respectée dans les nouveaux territoires sanitaires, et redotée à la hauteur de l'activité et des missions actuelles.

Propos recueillis par Ingrid Merckx

(1) www.appel-sauver-hopital.fr/
Pour en savoir plus : www.pour-politis.org

* Également président de la Confédération des praticiens des hôpitaux et du Syndicat des psychiatres des hôpitaux.

LANGLOIS/AFP

Les sans-abri ne meurent pas qu'à Noël, mais toute l'année…

Toujours sur le trottoir

La polémique sur l'hébergement obligatoire des sans-abri rebondit cependant que le DAL réclame une solution pour 233 familles que l'État s'était engagé à reloger fin 2007.

LE 18 DÉCEMBRE 2006, NICOLAS SARKOZY s'était engagé à ce que *« d'ici deux ans, plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid »*. Un objectif devenu, le 1er janvier 2009 : *« Nous n'avons pas le droit, même au nom de l'idéal de liberté, de laisser mourir de froid des femmes et des hommes livrés à eux-mêmes dans la rue. »* Le Président rebondissait ainsi sur une polémique suscitée, d'une part, par de récents décès portant à 360 le nombre de personnes mortes *« dans la rue ou des suites de la vie dans la rue »* en 2008, d'après le collectif les Morts de la rue. Et, d'autre part, par la proposition, le 26 novembre, de la ministre du Logement, Christine Boutin, de rendre obligatoire l'hébergement des sans-abri quand les températures atteignent - 6 °C. Celles-ci stagnant dans les négatives ces dernières semaines, la polémique n'a cessé de rebondir.
Le 27 novembre, pour contrer la fronde des associations de défense des sans-abri qui dénonçaient *« répression », « atteinte à la liberté de circulation »* et *« rétablissement du délit de vagabondage »*, François Fillon avait déclaré : *« Il n'est pas question d'obliger les SDF à rejoindre les hébergements d'urgence. »* Mais Christine Boutin n'en démord pas. Selon elle, zéro SDF est un objectif *« impossible à atteindre, puisqu'il y a des personnes qui ne veulent pas répondre favorablement quand on leur propose un abri »*. Et de marteler que 83 % des Français seraient *« favorables à l'hébergement obligatoire des sans-abri en cas de grand froid »*. Le 29 décembre, elle a recommandé aux Français *« d'être attentifs à ce qui se passe dans la rue »*. Le 27, François Fillon avait demandé à ce qu'aucune demande d'hébergement ne soit refusée pour la Saint-Sylvestre. Dans la nuit de Noël, une vingtaine de personnes s'étaient vu refuser un hébergement à Paris.

Selon les associations, le débat ne porte pas sur ceux qui refusent un hébergement mais sur le nombre réel de places disponibles et sur les conditions mêmes d'hébergement. *« En Allemagne, où la police embarque de force les SDF, les autorités se sont donné les moyens d'avoir des places d'hébergement dignes* […]. *Ici, on prend les choses à l'envers ! »*, s'irrite Patrick Doutreligne, de la Fondation Abbé-Pierre. Le 26 décembre, il cosignait dans *le Monde* une tribune intitulée « Pas de ramassage forcé pour les sans-abri ». Texte qui rappelle que les sans-abri ne meurent pas qu'à Noël mais toute l'année, que les prendre de force reviendrait à les déposséder de leur statut de personne, et que les conditions pour les accueillir ne sont pas réunies. *« Le nombre de places d'hébergement d'urgence a considérablement augmenté pour atteindre près de 100 000 places en cette fin d'année »*, objecte Christine Boutin. Selon elle, le nombre de places en centres de réinsertion et de stabilisation a été porté à 37 700 en 2008, contre 31 000 en 2006, et le nombre de places en maisons relais serait passé de 3 200 en 2006 à 5 300 en 2008. En outre, Nicolas Sarkozy aurait débloqué 160 millions d'euros pour humaniser les centres d'hébergement et créer de nouvelles places. Mais à quelle échéance ?
Le 31 décembre, le collectif Droit au logement (DAL) a réveillonné au gymnase Saint-Merri, prêté par la mairie de Paris pour mettre à l'abri la centaine de mal-logés ayant remonté un campement rue de la Banque le 14 décembre. Motif ? Toujours pas de logement pour 233 des 374 familles qui campaient l'année dernière, et que l'État avait promis de reloger le 14 décembre 2007. De son côté, le ministère affirme que l'État a *« tenu son engagement »*. Depuis le 2 janvier, date limite fixée par la mairie de Paris pour l'occupation du gymnase, les mal-logés et ceux qui les soutiennent sont de nouveau sur le trottoir.
Le 3 janvier, le DAL Toulouse a manifesté place du Capitole sur le thème « Réveillons nos élus ». Il en a profité pour officialiser l'occupation d'une quarantaine de logements vides dans un immeuble ancien de la ville. Le 4 janvier, la manifestation organisée par le DAL à Paris a mal tourné : cinq manifestants, quatre femmes et le porte-parole du collectif, Jean-Baptiste Eyraud, ont été blessés lors d'une bousculade avec la police. Le DAL a quand même réussi à déployer sur le pont des Arts sa banderole « Un toit, un droit ». Le 5 janvier, il attendait toujours d'être reçu à Matignon. Sa requête : l'application de la loi de réquisition pour les mal-logés. 2009, année où le droit au logement devient opposable…

Ingrid Merckx

Des droits en baisse

Les demandeurs d'emploi seront les grands perdants de la nouvelle convention d'assurance chômage.

APRÈS LE DÉMARRAGE OFFICIEL de Pôle emploi le 5 janvier, issu de la fusion des ANPE et des Assedic, l'incertitude pèse sur le sort de la future convention d'assurance chômage. La CFDT *« ne signera pas toute seule »* le projet d'accord sur l'assurance chômage, a prévenu son secrétaire général, François Chérèque. Négociée entre partenaires sociaux dans la nuit du 23 décembre, la nouvelle convention modifiant les règles d'indemnisation du chômage est désormais suspendue à la décision des organisations syndicales et patronales. S'il suffit juridiquement qu'une seule organisation syndicale signe avec une seule patronale, il est peu envisageable qu'un syndicat se risque à apposer seul sa signature.

En dernier recours, le gouvernement devra donc trancher. Ce qui ne constitue qu'une simple formalité pour Matignon, qui a soutenu les propositions du Medef, pour la plupart retenues dans le projet d'accord. Le projet remplace en effet le complexe système actuel par une filière unique et un principe : *« Un jour travaillé donne droit à un jour indemnisé »*, dans la limite d'une durée maximale d'indemnisation (24 mois pour les moins de 50 ans, 36 mois au-delà). L'application de ce principe aboutit à raccourcir d'un à neuf mois, selon la CGT, la durée d'indemnisation pour certains chômeurs, alors que seuls 47 % des demandeurs d'emplois sont indemnisés et que rien n'est prévu pour la sécurisation des parcours professionnels.

La remise à plat du système d'assurance chômage se traduirait aussi par la création d'un mécanisme de baisse automatique des cotisations sociales. Dès le 1er juillet et tous les six mois, l'organisation patronale empochera une réduction de cotisation quand le *« résultat d'exploitation semestriel »* sera excédentaire d'au moins 500 millions d'euros. Une simulation de l'Unedic table sur un excédent de 2,41 milliards d'euros fin 2009. Ainsi, l'excédent prévu entraînerait une baisse de cotisations sociales calculée sur la base de 1,4 milliard d'euros, alors que jamais le nombre de chômeurs n'a été aussi élevé depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République.
Le système d'assurance chômage *« est devenu obsolète, il est urgent de le repenser, afin d'intégrer plus de demandeurs d'emploi et de tenir compte des réalités du marché du travail, notamment de l'explosion de la précarité »*, constate Maurad Rabhi, secrétaire de la CGT. *« Aujourd'hui, plus de 100 000 dossiers sont en souffrance avec des inscriptions de demandeurs d'emplois dans des délais inacceptables qui engendrent des retards de paiements intolérables ! »*, ont alerté les organisations syndicales de Pôle emploi. L'assurance chômage n'est plus que l'ombre d'elle-même.

THIERRY BRUN

À CONTRE-COURANT

CHRISTOPHE RAMAUX*

Crise : dix premières leçons

1/La spéculation est consubstantielle à la finance libéralisée. Banques et finance doivent donc être reréglementées. Et radicalement ! Le livre de Frédéric Lordon (1) avance des propositions précises en ce sens.

2/Notre société est *capitaliste* puisque la production capitaliste domine (le secteur public, l'économie sociale et les indépendants ne produisent qu'un bon tiers du PIB). Mais elle n'est pas une société monocapitaliste où la domination de la finance libéralisée serait une fatalité. Pendant plusieurs décennies, grâce à la réglementation, publique, on n'a connu ni bulle ni krach. De façon générale, il faut en finir avec l'idée selon laquelle l'intervention publique aurait été une exception adaptée aux Trente Glorieuses. Les économies modernes ne peuvent décidément être des *économies de marché*: elles sont des *économies mixtes*.

3/La crise réhabilite la puissance publique. Mais cette réhabilitation doit être complète afin, entre autres, que la socialisation des pertes abyssales de la finance ne soit pas suivie par le retour de ses rentes indignes.

4/La finance libéralisée était la clé de voûte intellectuelle (*« elle permet de sélectionner les projets les plus performants »*) et pratique (les entreprises soumises à la « valeur actionnariale ») du régime libéral imposé dans les années 1980. Son explosion en plein vol signe la fin de ce régime. Tout l'enjeu est de savoir par quoi il sera remplacé.

5/Puisque la crise est systémique, c'est l'ensemble du régime libéral qui doit être mis en cause. L'austérité salariale, bien sûr, car c'est l'une des racines de la crise (à défaut de salaire, c'est par la dette privée que certains pays ont tiré la croissance). Mais aussi l'instrument qui l'a largement imposée : la libéralisation commerciale (le parti socialiste lui-même bouge sur ce registre).

6/Le risque immédiat est celui de la spirale dépression-déflation, dont il est difficile de sortir (la baisse des prix conduit à retarder les achats, ce qui plombe les ventes, la production… et fait baisser les prix). On mesure au passage l'indigence des thèses sur la décroissance et le coût-du-travail-responsable-du-chômage. C'est bien la croissance qui crée de l'emploi, et son absence qui en détruit (et non le coût du travail !). Seul un soutien public massif est susceptible de juguler cette spirale. La zone euro est totalement à la traîne ici. La BCE tarde à baisser ses taux, ce qui bloque un peu plus le circuit du crédit, pousse l'euro à la hausse et favorise la déflation (le prix des biens importés baisse). Quant au volet budgétaire, il est pour l'heure insignifiant (26 milliards d'euros sur deux ans pour le plan français, dont la moitié constituée de simples avances de trésorerie).

7/Les caisses n'étant pas vides, seul le soutien à la consommation des ménages et à l'investissement public est susceptible d'enrayer la dépression. Cela peut être écologique : le secteur sinistré du BTP, par exemple, peut être soutenu par un vaste plan de rénovation thermique et de soutien au fret ferroviaire. Comment accroître la consommation ? Thomas Piketty et Philippe Martin plaident pour une baisse de la TVA. La contrainte extérieure n'est pas si forte, soulignent-ils : les importations de biens de consommation (70 milliards d'euros) représentent seulement 7 % de la consommation finale des ménages. C'est oublier d'autres postes (automobile et biens intermédiaires, soit 50 et 140 milliards d'importations) qui entrent directement ou indirectement dans cette consommation. Mais ne gâchons pas notre plaisir de voir des économistes *mainstream* relativiser l'argument de la contrainte extérieure. On peut cependant ajouter que la hausse des prestations sociales et des salaires aurait un effet moins aléatoire que la baisse de la TVA (non totalement répercutée sur les prix afin de maintenir les dividendes).

> **Puisque la crise est systémique, c'est l'ensemble du régime libéral qui doit être mis en cause.**

8/Les déficits publics et la dette vont se creuser : par chute des recettes fiscales si rien n'est fait, par surcroît de dépenses si plan en ce sens il y a. Patrick Artus, autre économiste *mainstream*, souligne que ce sont les riches qui devront cette fois payer. Lucidité tardive…

9/Sarkozy est bien le roi de l'esbroufe. Il sait – il a été élu grâce à cela – que la demande est au volontarisme politique, au retour de l'État. Il gesticule en ce sens. Mais refuse de nationaliser les banques, laisse les pyromanes gérer les milliards du sauvetage financier et accouche d'un minable plan de relance.

10/« La mondialisation est inéluctable », « les États ne peuvent plus grand-chose. » Que n'a-t-on entendu en ce sens, y compris chez les altermondialistes ? Mais qui sauve les banques, qui met en œuvre les plans de relance ? Les États nations ! Cela vaut en Europe. Le budget de l'Union représente 1 % du PIB (européen), tandis que celui des États (sans compter la protection sociale) est de l'ordre de 20 %. Les politiques européennes de relance sont nécessaires, mais attention de ne pas en prendre prétexte pour ne pas faire tout ce qui doit être fait au niveau national.

(1) **Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières**, éditions Raisons d'agir, 2008.

*Maître de conférences à Paris-I.

TRIBUNE

DR

Pour **Roger Martelli***, la gauche de gauche n'a d'autre choix que de se présenter unie aux prochaines élections, malgré ses divergences. Selon lui, la base d'accord entre les tendances est suffisante.

Européennes : rien ne peut empêcher l'union !

CETTE ANNÉE, LE CORPS ÉLECTORAL FRANÇAIS désignera la représentation française au Parlement européen. Cela fera quatre ans en juin prochain que le même corps électoral a dit « non » sans ambages à un projet de Constitution européenne (TCE) dont le socle symbolique et juridique reposait sur l'affirmation répétée à satiété de la *« concurrence libre et non faussée »*. En juin 2009, si l'on n'y prend garde dès maintenant, la loi électorale pourrait bien faire que les députés français au Parlement européen soient, à une écrasante majorité, composés de celles et ceux qui ont soutenu le projet de TCE en 2005 ou ont ratifié le traité de Lisbonne, qui le répétait en décembre 2007.

Il n'y a pas deux façons d'éviter ce déni de démocratie et de simple morale politique : les forces et les individus qui ne veulent pas de l'Europe libérale et non démocratique actuelle, celles et ceux qui rêvent d'une autre Europe ont l'impérieux devoir de s'unir sur des listes communes aux prochaines élections européennes.

J'entends dire, de-ci de-là, que ce rassemblement est impossible, que les désaccords sont trop grands et que, derechef, le rassemblement serait une tromperie. Je ne le crois pas un seul instant. Certains, par exemple à l'extrême gauche, disent que l'union la plus large préparerait un ralliement à la social-démocratie. Cela ne me paraît avoir aucun sens. S'il est un domaine où l'évolution sociale-libérale du socialisme est la plus manifeste, c'est bien à l'échelle européenne. Le Parti socialiste européen a intériorisé les principes qui fondent la construction européenne sur le double socle de l'ultralibéralisme et du technocratisme. Les partis socialistes, à commencer par le PS français, ont approuvé toutes les évolutions allant en ce sens, jusqu'à la ratification parlementaire du traité de Lisbonne. Une alliance à l'échelle européenne n'a strictement aucun sens, tant que le socialisme reste sur de telles bases. À quoi bon, dès lors, cultiver la méfiance et tourner le dos à une exigence immédiate au nom d'un possible sans fondement ?

J'entends dire aussi que, sur le fond des alternatives possibles, la gauche de gauche serait traversée d'options inconciliables. Je récuse cette affirmation. Du point de vue de la méthode la plus fondamentale, je suis persuadé qu'existe une base d'accord suffisante. Toutes les sensibilités critiques ont fait l'expérience du caractère irréformable du dispositif actuel. Dans le cadre des traités existants, aucune avancée substantielle n'est possible. Toutes et tous conviennent donc qu'il faut abroger tous les traités et leur substituer un autre socle partagé. En outre, toutes et tous ont dénoncé la méthode suivie jusqu'alors, intergouvernementale et technocratique. L'idée d'un processus populaire constituant, pour redéfinir les fondements mêmes de l'Union, est devenue un bien commun.

Dans un premier temps, les citoyens, les salariés, la multitude des instances de mobilisation et d'action installées à l'échelle de toute l'Union pourraient être sollicités dans un vaste débat, qui pourrait être organisé par exemple dans le cadre d'États généraux. À l'issue de ces débats, sur la base de projets clairement énoncés, il serait procédé à l'élection, au suffrage universel, de délégués à une nouvelle Assemblée. Celle-ci discuterait et proposerait un nouveau socle pour l'Union. Le projet résultant de ses travaux devrait, pour installer sa légitimité, être soumis à ratification populaire par voie de référendum.

Et que dire des propositions concrètes ? Voilà plus de cinq ans que je participe à des élaborations communes, dans le cadre de la Fondation Copernic, autour de la bataille contre le TCE, au moment de l'aventure des collectifs antilibéraux. Je me suis essayé à faire le relevé de ce qui me paraît commun, sans cacher les plages de différence, voire de divergence. Le résultat de cette recension est disponible sur les sites de *Politis* et du mensuel *Regards*. J'affirme simplement ici que, sur la question européenne, les divergences n'annulent pas le fait que se dessine la trame de propositions suffisamment cohérentes pour fusionner deux exigences inséparables : la vertu réaliste du programme et le souffle alternatif du projet. Nous sommes, si nous le décidons, capables de porter ensemble la vision d'une Europe capable de répondre à l'urgence sociale en renversant ses priorités. D'une Europe où la valorisation du bien commun et de la volonté démocratique l'emporterait sur l'appropriation privative et sur la régulation par les marchés « libres ». D'une Europe appuyée sur un nouveau modèle de développement, loin de la conjonction mortifère du libéralisme et du productivisme. En bref, d'une Europe démocratique, écologiste, féministe, pacifiste, sociale. Le dessein de cette Europe, nous devrions le promouvoir ensemble, puisque nous avons été capables de le formuler ensemble. Je respecte sincèrement les intérêts particuliers d'une gauche critique à l'intérieur de laquelle j'ai toujours pris parti. La Fédération, le Parti communiste français, le Parti de gauche, le Nouveau Parti anticapitaliste, d'autres encore… Je veux bien concevoir que chacun éprouve le besoin d'exister pour l'instant en tant que tel. Mais sur le terrain européen, l'objectif unique des prochains mois devrait être d'empêcher la turpitude qui se prépare pour renvoyer aux oubliettes de l'histoire le vote de la France le 29 mai 2005.

Face à cet enjeu, tout intérêt particulier est dérisoire. Honte à qui tournera le dos au bien commun.

R. M.

*Roger Martelli est historien, membre de l'association des Communistes unitaires.

FLORIN/AFP

Sur les bancs du Parlement européen.

NPA

Naissance retardée

Le congrès de fondation du Nouveau Parti anticapitaliste se tiendra une semaine plus tard que prévu. L'annonce de ce report, faite à la veille de Noël, est motivée par l'appel à la grève de toutes les centrales syndicales, le 29 janvier, et vise à *« permettre aux militants de la LCR et du NPA d'être pleinement partie prenante de la préparation et dans l'action et les manifestations »* de cette journée interprofessionnelle. Le congrès de lancement du NPA se tiendra donc du vendredi 6 au dimanche 8 février. Le congrès de dissolution de la LCR est, lui, programmé le 5 février. Pas de changement en revanche pour le lieu. Ces deux congrès se dérouleront à la Plaine-Saint-Denis, là où la LCR a tenu tous ses derniers congrès.

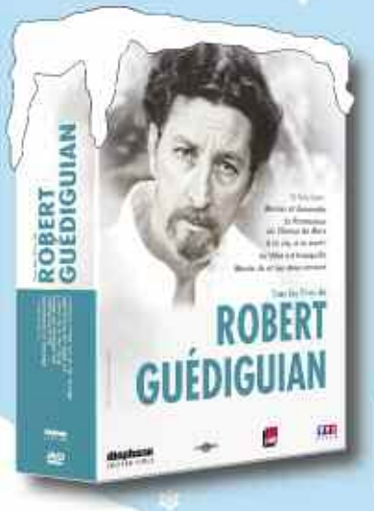
PG

Naissance avancée

Au lendemain du jour de l'An, c'était au tour du Parti de gauche d'annoncer un changement de la date de son congrès fondateur. Cette fois pour l'avancer aux 30, 31 janvier et 1er février. Ce changement de date est *« apparu nécessaire après le report du congrès du NPA* [à] *la date initialement retenue pour notre propre congrès de fondation »*, explique le PG dans un communiqué. *« L'accumulation de congrès de fondation le même jour aurait donné le spectacle préjudiciable de l'éparpillement, voire d'une concurrence à laquelle nous ne voulons pas contribuer »*, poursuit le communiqué en rappelant que le PG milite sans relâche pour un front de gauche le plus large possible aux européennes, *« dans la fidélité au "non" des Français en 2005 »*. Sur cette importante question, le NPA sera donc, après ce chassé-croisé, la dernière formation de la gauche sociale et écologiste à se prononcer. En toute connaissance des décisions et arguments des autres.

Abonnez-vous et gagnez le coffret Robert Guédiguian !

Politis offre l'intégralité des films de Robert Guédiguian à 50 nouveaux abonnés tirés au sort*.



Présentation de chaque film par un critique cinéma

Coffret « Tous les films de Robert Guédiguian » 15 films - 11 DVD

Prix de vente conseillé : 99 euros.

Lady Jane (2008)

Le Voyage en Arménie (2006)

Le Promeneur du Champ de Mars (2005)

Mon père est ingénieur (2004)

Présentation par C. Rambert (Politis)
Marie-Jo et ses deux amours (2002)

La ville est tranquille (2001)

À l'attaque ! (2000)

À la place du cœur (1998)

Marius et Jeannette (1997)

À la vie, à la mort ! (1995)

L'argent fait le bonheur (1993)

Dieu vomit les tièdes (1989)

Ki lo sa ? (1985)

Rouge midi (1983)

Dernier Été (1980)

Politis
L'hebdo indépendant et engagé

Je m'abonne* à Politis

GUED

Bulletin à retourner sous enveloppe affranchie à :
Politis, Service abonnement,
18-24, quai de la Marne, 75164 Paris Cedex 19

❒ 12 nos, ~~36 €~~ 33 €
❒ 24 nos, ~~73 €~~ 59 € (dont 1 hors-série)
❒ 48 nos, ~~147 €~~ 109 € (dont 2 hors-série)
❒ Je choisis le prélèvement mensuel à durée libre à 11 €**

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Tél : Courriel :

* Offre réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 14/01/2009, prolongée jusqu'au 21/01/2009. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter.
** Je peux cesser mon abonnement à tout moment sur simple appel.

MODE DE RÈGLEMENT

❒ Espèces ❒ Chèque bancaire
❒ Carte bancaire n° :
Expire le :
Les 3 derniers chiffres au dos de la carte bancaire :
Signature :

Abonnez-vous en ligne sur www.politis.fr

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT MENSUEL

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :
Prénom :
N° : Rue :
Code postal : Ville :

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER

Nom :
N° : Rue :
Code postal : Ville :

N° national d'émetteur : 521 498
J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements établis à mon nom qui seront présentés par l'organisme créancier **Politis, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris**.

Date : Signature (obligatoire) :

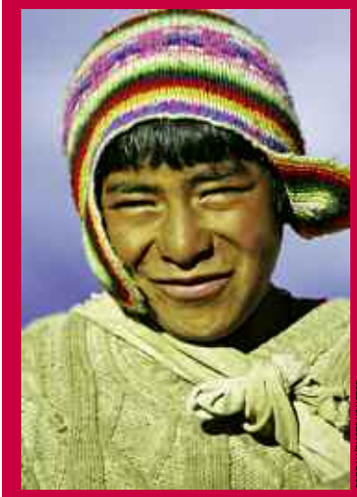
DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Établissement Guichet N° de compte Clé RIB

Important : joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.

Si vous ne souhaitez pas que vos coordonées soient communiquées à des sociétés partenaires, cochez ici ❒
Conformément à la loi informatique et libertés n°78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant.

Politis



SOREAU/PHOTONONSTOP

SOMMAIRE

Le défi du développement. Le tourisme solidaire gagne en notoriété. p.14

Qui fait quoi ? Quelques pistes pour s'y retrouver dans le tourisme alternatif. p.15

L'Îlot fruits, un gîte écologique en Guadeloupe. p.17

Réinventer la culture du tourisme : entretien avec Philippe Bourdeau, professeur à l'Institut de géographie alpine de Grenoble. p.18

Tourisme social : revendiquer le droit aux vacances. p.18

Accueil à la ferme. Quand des paysans ouvrent leurs portes. p.20

TOURISME SOLIDAIRE

Sur les routes du Sud

Le défi du développement

Le tourisme responsable gagne en notoriété, mais reste un concept en construction.

Le tourisme responsable, solidaire ou équitable, connaît une forte croissance. Les 23 membres de l'Association pour le tourisme équitable et solidaire (Ates) comptabilisent plus de 6 000 voyageurs en 2008, soit un doublement en trois ans. Les tour-opérateurs responsables certifiés par ATR (une association qui regroupe les opérateurs de ce tourisme) représentent 100 000 voyageurs par an. Les modes de voyage (treck, voyages culturels, circuits chez l'habitant, tourisme solidaire en France, agritourisme) se diversifient ainsi que les destinations. Le Maroc reste la destination phare (un tiers des voyages à l'Ates), mais l'offre s'étend maintenant sur les cinq continents, même en Europe avec, notamment, la Roumanie. Cet engouement révèle la prise de conscience que le tourisme, en tant qu'activité économique, ne peut se dédouaner de son impact sur le développement des pays visités. Le défi relevé par les voyagistes solidaires est de concilier une activité de loisir avec l'enjeu grave et complexe du développement des pays du Sud. Comme le souligne Alain Laurent, expert en tourisme durable, *« le temps long de l'évolution des consciences et des comportements, le temps moyen des projets de développement (2 à 5 ans ou plus) et le temps rapide du tourisme (une saison) doivent s'accorder ».*

Faire un voyage solidaire représente aujourd'hui l'occasion d'être un touriste ouvert à la rencontre des hommes et de leurs réalités, de s'engager pour que l'économie du tourisme répartisse de manière plus égalitaire sa richesse. Mais c'est surtout adhérer à un concept en construction.
Qui fait du tourisme responsable et/ou solidaire ? Des tour-opérateurs commerciaux, des associations, des ONG… Autant d'acteurs qui ont à mélanger les genres et les compétences. Le simple coup de cœur entre un voyageur et un village d'Afrique ne suffit pas à créer une dynamique. La collaboration avec les organisations locales est indispensable pour réaliser un produit qui réponde aux attentes des touristes, aux besoins des populations hôtes et à une modification durable de la situation socio-économique du territoire. *« Pour monter des projets qui tiennent dans la durée, il ne faut pas vouloir aller trop vite, il faut laisser le temps à chacun d'assimiler ce que peut apporter le tourisme »*, explique Patrick Wasserman, de l'association Rencontre au bout du monde. Ainsi, il aura fallu sept ans de travail avec des ONG indiennes avant que cette association ne propose un circuit alternatif au Rajasthan, région symbole du tourisme de masse en Inde.
L'acteur institutionnel est encore trop souvent absent. Pourtant, souligne Henrio Dalbies, de l'Institut de coopération et de développement Afrique (ICD Afrique), membre de l'Ates : *« On ne ferait rien dans le développement hydraulique, les transports ou l'agriculture sans validation par les pouvoirs locaux. »* Dans le cas du tourisme, les initiatives privées entre une association occidentale et une communauté villageoise se passent souvent de cette intégration à une politique de développement local. Un écueil qui révèle la difficulté à présenter le tourisme alternatif comme pertinent auprès des pouvoirs publics des pays en développement. Toutefois, lors du 4e Forum international du tourisme solidaire (en octobre dernier à Bamako), la question a été largement débattue. Un espoir pour le développement ?

PHILIPPE CHIBANI-JACQUOT

TOURISME COMMUNAUTAIRE

Alter Enga

Cette jeune association lavaloise (créée fin 2005), membre de l'Ates (voir encadré), développe des projets de séjours solidaires sur mesure vers l'Afrique (Sénégal, Niger, Burkina Faso), mais aussi l'Europe (Bulgarie, projet en Roumanie). L'association conçoit ses voyages avec des correspondants locaux et en direct avec les communautés villageoises qui accueillent les touristes. Un récent projet a vu partir un groupe scolaire en Bulgarie.
Alter Enga joue autant le rôle de voyagiste pour des groupes de touristes individuels que de conseil afin de construire un voyage solidaire avec le groupe intéressé (scolaires, comités de jumelage, familles). Parmi les projets d'avenir : organiser des séjours en période d'hivernage dans les pays d'Afrique de l'Ouest afin de faire découvrir d'autres paysages et la saison haute en matière agricole.
Alter Enga, 02 43 56 70 88, joel.reze@free.fr

Culture contact

Spécialisé dans les voyages en Amérique latine, Culture contact favorise le développement de projets touristiques conçus par des communautés locales au Pérou, au Mexique, en Équateur et bientôt en Bolivie. Les circuits intègrent une majorité de nuits chez l'habitant pour des groupes ne dépassant pas six personnes.
« Nous travaillons avec des communautés qui ont développé une certaine maturité politique, ce qui permet aux projets de résister à l'usure du temps », explique Alexandre Poirier. Une grande nouveauté cette année, prévue pour le printemps : un circuit de tourisme solidaire en France, dans les Cévennes (cf. Tourisme solidaire en France, p. 17).
Prix : entre 2 000 et 3 000 euros en Amérique latine pour deux à trois semaines de voyage.
Culture Contact, 04 67 59 75 76, www.culturecontact.org

RAZURI/AFP

ICD Afrique

L'Institut de coopération et de développement (ICD) Afrique est une ONG de développement dont le tourisme est devenu le vecteur essentiel des projets. L'association, membre de l'Ates et de Minga, est surtout connue pour son expérience d'organisation de chantiers pour des jeunes Français en difficulté. L'association propose aussi des circuits solidaires en campements dans des villages sénégalais, hors des zones touristiques habituelles. Les touristes alternent les rencontres avec les autorités et les acteurs locaux du développement, et les visites de la région : *« exotisme et réalités locales »*, résume le fondateur de l'association, Henri Dalbies.
Les villages ont été conçus par la population avec les conseils d'ICD Afrique et intégrés dans les plans de développement locaux conduits par les autorités sénégalaises afin d'inscrire ce tourisme solidaire dans une dynamique globale.
Prix : à partir de 1 475 euros.
ICD Afrique, 04 92 83 92 80, www.icd-afrique.org

La Case d'Alidou

Comme d'autres associations, la Case d'Alidou, membre de l'Ates, est née d'une amitié entre des touristes et la population d'un village. Aujourd'hui, dans le village de Gon-Boussougou au Burkina Faso, une « maison d'hôte » accueille une demi-douzaine de groupes par an, durant la saison sèche. La majeure partie du séjour se déroule dans le village ou alentour, et à Ouagadougou. Les séjours de la Case d'Alidou séduisent en priorité des familles : sur les 400 voyageurs accueillis en cinq ans, un tiers était des enfants de plus de 6 ans. L'association ne fonctionne qu'avec des bénévoles : à chaque départ, l'un d'eux accompagne le groupe de touristes.
Prix : 440 euros pour dix

L'échange et la rencontre

Nombre de petits voyagistes cités dans ce dossier défendent un projet de tourisme équitable et solidaire. Les acteurs de ce tourisme alternatif se sont regroupés en 2006 dans un réseau national, l'Association pour le tourisme équitable et solidaire (Ates). On doit l'existence de ce réseau à l'Union nationale des associations de tourisme (Unat) et à un partenariat avec la Plateforme française pour le commerce équitable (PFCE) et la fédération Loisirs, vacances, tourisme (LVT). Ates a mis en place une grille de critères autour de cinq points fondamentaux : la préparation au voyage, la dimension économique, sociale, environnementale. 25 associations sont aujourd'hui membres de l'Ates et proposent désormais tout au long de l'année des voyages susceptibles d'aider au développement local des régions visitées. La plupart ont mis en place leur activité touristique avec les communautés locales et leurs représentants. Elles proposent toutes sortes de formules de voyages en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie et en Europe. Le tourisme solidaire et équitable concerne ainsi plus de 40 pays. Et les séjours organisés sont variés : circuits culturels, randonnées pédestres, équestres, découverte de la faune et de la flore, etc. Loin des grandes infrastructures et du tourisme de masse, ces associations mettent en relation de petits groupes de voyageurs avec une région et ses habitants.

T. B.

Ates, 15, rue César-Franck, 75015 Paris, 01 47 83 48 27, www.tourismesolidaire.org

jours, hors frais aériens.
La Case d'Alidou, 04 78 05 07 34, www.case-alidou.com

Tourisme et développement solidaire

L'association pionnière dans la création de villages de tourisme solidaire au Burkina Faso propose maintenant des séjours au Mali et au Bénin. Le principe est de pouvoir partager au plus près des réalités le quotidien d'un village africain. Les touristes sont logés dans une zone construite spécialement pour l'accueil des visiteurs. Le village d'hôtes est géré par un comité qui représente la collectivité.
Nouveauté en 2009, Tourisme et développement solidaire propose de partir en Équateur. L'accueil chez l'habitant est organisé par des communautés rurales qui invitent ainsi les touristes à partager leur vie et à découvrir leurs activités, comme l'élevage d'alpagas. TDS est membre de l'Ates et de la Plateforme du commerce équitable.
Prix : à partir de 1340 euros.

AGRITOURISME

Tamadi

Tamadi propose depuis 2005 des voyages en immersion totale dans des villages maliens et malgaches. L'association, membre de l'Ates, travaille avec les communautés locales et des organisations paysannes afin de proposer des circuits en petits groupes qui voyagent avec les moyens de transport locaux et sont logés chez l'habitant. Les organisations paysannes se chargent de la formation de guides locaux et des familles. Des voyages au plus près des réalités du pays, qui *« demandent d'oublier quelques jours nos critères de confort habituel »*, sourit Véronique Dave, fondatrice de l'association.
En 2009, l'association nantaise propose un nouveau circuit au sud du Mali, élaboré avec des associations de femmes.
Prix : huit jours au Mali, environ 450 euros hors billet d'avion.
Tamadi, 09 51 94 57 94, www.tamadi.org

Coopération : un tourisme solidaire intégré

Le 4e Forum international du tourisme solidaire, qui s'est déroulé à Bamako (Mali) en octobre 2008, a tenté de sensibiliser les pouvoir publics à l'intérêt du tourisme solidaire intégré aux politiques globales de développement des territoires. La coopération décentralisée pourrait jouer un rôle important envers cette thématique afin d'avancer sur des partenariats entre associations, autorités locales et nationales, et ONG de développement, que ce soit au Sud ou au Nord. Certaines villes comme Romans-sur-Isère, Grenoble ou la Région Auvergne ont fait du tourisme un axe stratégique de leurs coopérations décentralisées avec des villes tunisiennes ou arméniennes, notamment. Plus globalement, le tourisme est susceptible de prendre une grande ampleur dans les coopérations décentralisées. Le réseau des collectivités locales Cités unies de France (CUF) a créé en 2006 un Groupe de travail « Tourisme responsable » afin de favoriser la construction d'actions de coopération touristique propres à influer sur un développement responsable.
www.cites-unies-france.org

Départs

L'association Départs (pour Développer les échanges et les projets d'actions rurales en tourisme solidaire), affiliée à la Fédération des foyers ruraux et membre de l'Ates, est clairement impliquée dans des projets d'agritourisme solidaire. *« Nous ne sommes jamais initiateurs du projet localement, mais nous répondons à des propositions de collaboration »*, précise Frédéric Labesa, coordinateur de l'association. Départs cherche notamment à favoriser le développement touristique dans des zones souffrant d'exode rural, comme les rives du lac Titicaca, au Pérou.
Ancrée dans le mouvement d'éducation populaire, l'association envisage en 2009 de créer des séjours solidaires (Brésil, Maroc, Roumanie) destinés à des groupes de jeunes (18-25 ans) qui devront financer une part de leur voyage et s'informer sur une action de développement à soutenir.
Autre projet en cours d'élaboration : créer des voyages solidaires à prix abordable pour des familles monoparentales. Les premiers voyages devraient se dérouler au Maroc.
L'association a récemment mis en place des projets de tourisme solidaire en France, dans le Lubéron et en Ardèche (cf. Tourisme solidaire en France, p. 17).
Prix : 1050 euros pour dix jours de randonnée muletière au Maroc.
Départs, 04 42 28 40 38, www.departs.org

Taddart

Village et prospérité. Deux traductions de Taddart, un terme berbère qui désigne depuis 2002 cette association qui développe des circuits équitables et solidaires en Équateur, au Maroc, au Mali, au Niger, mais aussi en Albanie.
Ces circuits prévoient des pauses dans les familles qui accueillent les touristes afin de vivre au contact du quotidien et des traditions du pays.
L'association Taddart, membre de l'Ates et de Minga, envisage, d'ici à 2010, de développer une offre en France et en Europe sans transport aérien, associée à des initiatives de tourisme participatif.

SANOGO/AFP

Prix : 460 euros (hors transport aérien) pour un circuit de neuf jours dans les villes impériales marocaines.
Taddart, 01 42 02 79 85, www.taddart.com

RANDONNÉES ET DÉCOUVERTES

Rencontre au bout du monde

Randonnée en Inde himalayenne (Zanskhar), au Kirghizstan, circuit découverte alternatif au Rajasthan… Rencontre au bout du monde (membre de l'Ates) s'est spécialisé dans ces régions de l'Asie centrale depuis 2000. Avec ou sans randonnée, les voyages durent entre deux et quatre semaines afin de favoriser les échanges avec la population locale.
L'association s'appuie sur les compétences d'ONG de développement impliquées sur le terrain pour aborder les principes d'un tourisme responsable et solidaire avec les populations rurales. Les différentes destinations alternent entre des zones très peu visitées et d'autres très touristiques, comme le Rajasthan, avec des circuits qui sortent largement des sentiers battus.
Prix : Rajasthan alternatif à partir de 1642 euros.
Rencontre au bout du monde, 04 42 96 42 89, www.boutdumonde.eu

Écotours

De la révolution sandiniste au tourisme solidaire. Écotours a bâti son offre de voyages solidaires sur des fondations militantes. Celles de l'engagement de son fondateur, qui est parti à la fin des années 1970 comme volontaire au Nicaragua à l'époque de la révolution sandiniste.
En 1996, naît Écotours, qui pose une des premières expériences de tourisme solidaire en Amérique centrale (Nicaragua, Costa Rica, Panama) puis dans toute l'Amérique latine (Argentine, Pérou…).
L'association, membre de l'Ates, propose des voyages de découverte d'une région et de sa population avec une majorité de nuits chez l'habitant. En matière de projets de développement, le fonds de solidarité de l'association se concentre

Qui fait quoi ?

Quelques pistes pour s'y retrouver dans le tourisme alternatif.

– **Le tourisme solidaire** est représenté par l'Association pour le tourisme équitable et solidaire (Ates). Une grille de critères concerne l'association adhérente et les voyages. Mais il n'existe pas de label ni de certification en matière de tourisme solidaire, trop coûteux à mettre en place pour ces petites structures. Les critères sont néanmoins les seuls à garantir le respect de la personne, des cultures et de la nature, la gestion par les populations locales du projet de tourisme et un réinvestissement d'une part des bénéfices dans le développement des territoires.

– **Le tourisme responsable**, aussi appelé tourisme éthique, s'adresse aux petites et moyennes entreprises. L'association Agir pour un tourisme responsable (ATR) regroupe plus d'une vingtaine de voyagistes et est à l'initiative d'un label reconnu par l'État et mis en place par l'Association française de normalisation (Afnor). La démarche définie par ses membres cherche à éviter *« les pièges de l'industrie touristique »*, soulignant que *« le profit seul ne* [les] *satisfait pas et qu'ils partagent des valeurs fortes basées sur le respect, la solidarité, la qualité »*.

– **Le tourisme équitable** a la particularité d'être élaboré en grande partie par les communautés d'accueil. Elles participent à leur gestion continue de façon significative (en limitant au maximum les intermédiaires n'adhérant pas à ces principes du tourisme équitable). Les bénéfices sociaux, culturels et financiers de ces activités doivent être perçus en grande partie localement, et équitablement partagés entre les membres de la population autochtone. Les associations se soumettent au contrôle de la Plateforme du commerce équitable (PFCE) et sont regroupées dans l'Ates.

– **Le tourisme durable** doit se conformer aux principes de développement durable arrêtés par l'Organisation mondiale du tourisme. Ces principes concernent les aspects environnementaux, économiques et socioculturels du développement du tourisme. Mais, comme pour le développement durable, les pratiques laissent souvent à désirer.

– **L'écotourisme** a été reconnu par des directives internationales, notamment la déclaration des Nations unies de Québec 2002. Des organismes d'accompagnement et de certification en écotourisme ont été créés dans différents pays. L'adhésion à l'Association française d'écoutourisme est ouverte à toutes les entreprises touristiques qui souhaitent maîtriser leur impact sur l'environnement.

Les rendez-vous du documentaire engagé
Politis et l'association Voir&Agir présentent

Mercredi 14 janvier à 20 heures
au Centre culturel La Clef – Images d'ailleurs
21, rue de La Clef, 75005 PARIS,
M° Censier-Daubenton

RUE DE LA BANQUE
Un film de Michael HOARE, 2008, 84 min.

Il y a un an, rue de la Banque : 319 tentes, avec bâches, sacs de couchage et couvertures, sont installées sur le trottoir par des familles, contraintes de vivre dans les taudis, les squats et les chambres d'hôtel de Paris, pour réclamer une solution à leur problème de logement.
Le film raconte une lutte de dix semaines, exemplaire par sa détermination et sa capacité à résister à une répression policière et à une surdité politique obstinée, par la manière dont des personnalités du monde du cinéma et des arts apportent leur soutien et, du coup, l'intérêt des médias, par le fait qu'à la fin le gouvernement de Sarkozy paraît céder dans la première véritable épreuve de force qui l'oppose aux mouvements sociaux. Un an plus tard, alors que seulement un tiers de ces familles a été relogé, le DAL est condamné pour « dépôt ou abandon d'objets embarrassant la voie publique sans nécessité ».
Rue de la Banque est pour nous, cinéastes et militants, l'occasion d'un débat et d'une réflexion à propos des impasses sociales et politiques ainsi révélées. Nous voulons, également, en faire une manifestation de solidarité avec le DAL.

La projection sera suivie d'un débat animé par **Isabelle BOURBOULON** avec **Michael HOARE**, réalisateur du film, **Jean-Baptiste EYRAUD**, président du DAL, et **Dominique NOGUÈRES**, vice-présidente de la Ligue des droits de l'Homme (LDH).

- Libre participation aux frais -

territoires
Le mensuel de la démocratie locale

Territoires, le mensuel de la démocratie locale, croise les expériences des militants et professionnels de l'action locale depuis bientôt 50 ans.

Revue définitivement engagée qui fait référence dans le champ de l'action locale, indépendante, différente des médias consensuels, accompagnée par des universitaires, des acteurs de la société civile, des réseaux d'éducation populaire, ***Territoires*** est la revue de tous ceux pour qui la démocratie locale est vivante et au coeur des problématiques actuelles.
Elle cherche à jeter des ponts entre élus, techniciens, associations et citoyens.

Aujourd'hui, nous vous proposons de découvrir une **nouvelle formule de 50 pages en couleurs**, articulée autour d'un dossier central et enrichie de pages d'actualités, d'initiatives locales, d'analyses et de débats pour penser concrètement, ensemble, le renouveau de la démocratie, et une autre mondialisation, à visage humain.

DÉCOUVREZ *Territoires*

Un trimestre, 3 numéros, 15 euros.

Offre découverte spéciale *POLITIS*

Commande à l'Adels : 1, rue Sainte-Lucie, 75015 Paris - 01 43 55 40 05
www.adels.org

sur la création de gîtes écologiques. En janvier 2008, un gîte construit selon des méthodes traditionnelles, d'une capacité de 8 à 10 personnes, a été inauguré au nord du Nicaragua non loin de Matagalpa.
Prix : environ 2 500 euros pour deux semaines.
Ecotours, 01 39 61 23 00, www.ecotours.fr

Vision du monde

Treize destinations, quatre continents (dont l'Europe avec la Bulgarie et la Serbie), Vision du monde propose des voyages entre découverte culturelle et randonnée avec une constante : la rencontre. Chaque circuit est organisé autour d'étapes dans des villages ou communautés rurales qui ont choisi de développer eux-mêmes une offre touristique durable. Vision du monde intervient pour conseiller ces communautés et faire venir des touristes. Notamment en Arménie, où Vision du monde propose depuis un an un circuit en collaboration avec la coopération décentralisée de la ville de Romans.
Vision du monde est l'un des rares membres de l'Ates à avoir mis en place un système de compensation des émissions de CO_2 dues à ses activités professionnelles (des voyages de repérage aux déplacements domicile-travail), couplé à la compensation volontaire des voyageurs. Pour aller plus loin, l'association propose pour 2009 des voyages au Maroc qui n'utilisent que le train et le bateau.
Prix : à partir de 546 euros au Maroc, 1795 euros pour quinze jours en Arménie.
Vision du monde, 04 74 43 91 82, www.visiondumonde.org

Croq'Nature

Membre de l'Ates et de la Plateforme française du commerce équitable (PFCE), Croq'Nature est né en 1984. L'association propose des circuits à la rencontre des populations nomades ou berbères (Maroc, Algérie, Mali, Niger, Mauritanie). Après avoir débuté sur des séjours de randonnée, notamment dans le désert, Croq'Nature a diversifié son offre avec la possibilité de partir en famille ou en petits groupes, au volant d'une voiture de location. Actuellement, le conflit au Niger avec la rébellion touarègue et les récents attentats en Mauritanie obligent Croq'Nature à interrompre la commercialisation sur ces deux destinations. Jean-Luc Gantheil souligne que, depuis deux ans, *« nous avons participé à un convoi alimentaire destiné aux Touaregs et nous avons versé une petite aide mensuelle aux familles des guides avec lesquels nous travaillons »*.
Prix : entre 700 et 1100 euros.

KSIAZEK/AFP

Croq'Nature, 05 62 97 01 00, www.croqnature.com

ASSOCIATIONS RELAIS

Plusieurs membres de l'Ates sont associations relais. Elles ne vendent pas de voyage à proprement parler, mais font la promotion en France d'initiatives solidaires dans un pays. Elles apportent leurs conseils aux animateurs de ces initiatives sur les attentes des touristes solidaires et aident à la conception des circuits. Un voyageur désireux de préparer son voyage trouve auprès de ces associations conseils, contacts, idées de circuits afin d'organiser un séjour en toute connaissance de cause.

Les Amis de Shekhawati

Le Shekhawati est une région du Rajasthan, en Inde du Nord. L'association Les Amis de Shekhawati informe les voyageurs sur cette destination et participe au développement d'un écolodge, Apani Dhani, et d'un voyagiste indien, Alternatives Travels India. Les voyageurs sont informés

TÉMOIGNAGE

Favoriser la pluriactivité des paysans

Isabelle Le Nuz est chargée de programme dans l'ONG Agronomes et vétérinaires sans frontières, qui s'est associée à Tourisme et développement solidaire autour d'un projet en Équateur : *« Nous nous sommes intéressés au tourisme solidaire et communautaire du fait de la demande des communautés paysannes avec lesquelles nous travaillions sur des programmes de gestion de l'irrigation. Certains ont du mal à vivre de leur seule activité agricole et souhaitaient développer une pluriactivité. Tourisme et développement solidaire a apporté son expérience sur le montage de séjours et d'accueil en villages. Nous avons appuyé les communautés dans la formation des personnes et dans la constitution d'alliances stratégiques, notamment avec la Fédération plurinationale pluriculturelle du tourisme communautaire d'Équateur (FEPTCE), qui a, entre autres, pour objectif la structuration de l'offre. Les alliances stratégiques intègrent aussi les relations avec les autorités. La fédération pluriculturelle pour le tourisme communautaire en Équateur est reconnue par le ministère de l'Agriculture, qui, depuis deux ans, autorise les communautés à mettre en place une activité d'hébergement d'accueil des touristes. »*

des attraits et des difficultés liées à la destination; un « code éthique » leur est remis afin d'appréhender le respect de la culture, du mode de vie en Inde. L'association conseille aussi des circuits et remet alors un « cahier de voyage » détaillé sur les projets et les organisations à visiter.
Les Amis de Shekhawati, 04 90 75 16 13, www.apanidhani.com

Aden

« Dès que je peux caser une autre image de Djibouti, je le fais », lance Dominique Lommatzsch, fondatrice de l'Association Djibouti espace nomade (Aden). Djibouti ne se résume pas à son port et à la forte présence militaire française. C'est l'entrée de la Corne de l'Afrique et le passage des caravanes du sel. Cette association, née en 1990, favorise, par l'information aux voyageurs, l'attrait pour des projets de campements intégrés développés dans l'arrière-pays par des Djiboutiens. Chaque campement est géré par la communauté semi-nomade et apporte un complément d'activité à

CABANIS/AFP

l'agriculture ou à l'élevage. Les différents campements sont appuyés par Aden pour créer une agence de voyage associative.
Aden, 01 48 51 71 56, aden@club-internet.fr

SOLIDAIRE EN SOLO

Echoway

Membre associé à l'Ates, Echoway est un site Internet qui centralise, grâce à des bénévoles, un grand nombre de projets d'écotourisme solidaire sur les cinq continents. Avec ce site, le voyageur peut construire son propre séjour tout en respectant l'environnement et les hommes. Ecolodges en lien avec des projets de développement, opportunité d'écovolontariat, séjour chez l'habitant…
Un site qui dépend de l'actualisation de ses données par les voyageurs eux-mêmes et par les membres de l'association.
www.echoway.org

TOURISME SOLIDAIRE EN FRANCE

Culture contact

À partir de mars 2009, Culture contact propose des séjours solidaires dans les Cévennes. *« Nous avons appliqué en France les méthodes utilisées en Amérique latine »*, explique Alexandre Poirier, pour l'association. La philosophie du voyage est aussi la même : immersion et rencontre de la population. Conteurs, ateliers cuisine, éleveurs ont été invités à animer ces rencontres. 6 % du prix du voyage financent des projets de développement locaux.
Culture Contact, 04 67 57 27 08, www.culturecontact.org

Départs

Une à deux semaines de randonnée solidaire en Ardèche ou dans le Lubéron. Le principe de solidarité réside dans la thématique de ces circuits à pied, orientés sur la découverte des structures alternatives qui font vivre le territoire visité et comprendre les ressorts d'un développement rural respectueux des hommes et du terroir : éleveurs bios, associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap), défense de la culture et du patrimoine.
Départs, 04 42 28 40 38, www.departs.org

Les Greeters de Nantes

Plus participatif que solidaire, le tourisme proposé par l'association les Greeters de Nantes a pour caractéristique principale la gratuité. L'association est constituée d'un réseau de bénévoles qui se mettent à disposition des touristes ou gens de passage, désireux de découvrir Nantes et sa région. Le Nantes familial, des bistrots, le vignoble alentour… tout est possible dès lors que votre centre d'intérêt rencontre celui de l'un des membres répertoriés sur le site Internet. Une initiative

L'accueil du monde paysan

Parti de France, le réseau Accueil paysan est désormais présent dans 23 pays du monde et sur plusieurs continents. En Amérique latine, le Brésil est en tête avec 170 fermes gérées depuis 1999 par l'association « Acolhida na Colônia ». En 2005, elle a reçu le premier prix « Objectifs du développement du millénaire » des Nations unies. Au Costa Rica, 5 frères et sœurs se sont regroupés en 1996 et, pour éviter la destruction de leur milieu de vie ancestral, ont créé l'association « Rincon Eccologico Cultural Terraba ». On trouve également une association en Équateur et une au Chili, axée sur la revalorisation de la culture mapuche. Sept pays du continent africain sont présents dans le réseau : le Maroc (8 adhérents), la Mauritanie (1), le Bénin (1), le Mali (4), le Togo (2), le Burkina Faso (4) et la Tunisie (1). En Europe de l'Est, enfin, le réseau se développe fortement dans onze pays, dont certains ont constitué leurs propres associations : la Pologne tient la tête (19 adhérents dans les régions montagneuses du nord-est et du sud-ouest), la Roumanie (17), l'Arménie (6 en Pays de Caucase), la Croatie (6 près de Dubrovnik), la Bulgarie (2), la Géorgie (6), la Hongrie (1).
Les retours des accueillis (terme préféré à celui de client) sont très positifs. Certains sont conquis par la spécificité de ces « gîtes » : partage des valeurs concernant une agriculture à taille humaine, respectueuse des hommes et de l'environnement, échanges humains, etc. D'autres arrivent par hasard, souvent via Internet. Ensuite, ils viennent souvent grossir les rangs de l'association « Les amis d'Accueil paysan ».
Pour plus d'informations : www.accueil-paysan.com

PATRICK PIRO

L'Îlot fruits, corne d'abondance

Au sud-est de Basse-Terre, dans un cadre somptueux, le gîte des Mazingant est l'un des bâtiments les plus écologiques de Guadeloupe. Tout un état d'esprit.

« On a flashé sur le terrain ! », s'exclame Éric Mazingant. On flasherait à moins : du replat de La Regrettée, où est installée la ferme, c'est la loge royale. La mer scintille autour des Saintes, et Marie-Galante s'élève en gris-bleu un peu plus loin. La végétation tropicale et les rochers revendiquent le morne jusqu'à Trois-Rivières, dispute tranchée par le rectangle ordonné des bananeraies dès que la pente se fait plus douce. *« Chez nous, le terrain est resté vierge de cultures pendant près de quarante ans. Pas de produits chimiques, rien. »*
Aubaine supplémentaire, car les Mazingant voulaient produire bio. Agriculteurs, ils débarquent en Guadeloupe en 1995, lassés de la Lorraine. Ils cultivent un premier terrain à Baillif, sur la côte sud-ouest de Basse-Terre, et « font » pendant quatre ans de la banane – *« on mettait des pesticides, comme tout le monde »*, reconnaissent-ils. Ils poursuivent à La Regrettée, côte sud-est, mais intégralement en bio cette fois-ci.

En 2003, les Mazingant décident d'arrêter la banane : le marché cahote. Ils se convertissent à l'élevage, pour la viande, et plantent un verger créole – des dizaines de pieds de corossol, carambole, avocat, papaye, oranges, cerise-pays, pomme-rose… *« Et puis je voulais faire un gîte,* poursuit Évelyne. *La diversification est une obligation, tant le revenu agricole a chuté. »*
Les Mazingant, la cinquantaine passée, ont l'âme entrepreneuse. *« On fait les choses à fond, avec un tempérament autonome »*: un esprit dont l'Îlot fruits, leur domaine, est totalement imprégné. Les propriétaires vont même jusqu'à s'offrir un atelier de découpe de la viande pour monter un circuit de vente directe – une cascade de petits exploits dans ce lieu.
La maison des Mazingant mais aussi les quatre chalets qui reçoivent les touristes sont exemplaires, primés en 2002 pour leur conception. En bois, ils sont autonomes en eau chaude et même en électricité – une rareté en Guadeloupe –, grâce à des chauffe-eau solaires et des panneaux photovoltaïques. Perchée à quelques dizaines de mètres, une petite éolienne complète la production d'électricité en tirant partie des alizés qui soufflent gentiment toute l'année. Pas de clim chez les Mazingant : la ventilation naturelle suffit, grâce à une bonne conception des logements. La récupération de l'eau de pluie est en projet, l'un des chalets dispose d'un accès pour handicapés.
Et puis on trie les déchets – six conteneurs différents. Ce n'est pas une banalité, en Guadeloupe, où seules quelques municipalités ont organisé une collecte. *« On se charge nous-mêmes d'aller déposer ça à la déchetterie de Grand-Camp. »* À une cinquantaine de kilomètres.
Et puis Évelyne organise des randonnées, pour ses clients. L'Îlot fruits est au pied de parc national de la Guadeloupe. Derrière les chalets, on aperçoit les contreforts de la Soufrière.

PATRICK PIRO

L'Îlot fruits, route de La Regrettée, 97114 Trois-Rivières, 05 90 92 79 70, www.ilot-fruits.com

ENTRETIEN

« Un autre rapport entre ici et ailleurs »

Pour Philippe Bourdeau*, la décroissance permet de réinventer une culture du tourisme.

Le tourisme, même dans sa version la plus respectueuse, parvient-il à être compatible avec une nécessaire décroissance ?

Philippe Bourdeau : Les termes « durable » ou « éthique » sont revendiqués par tous les opérateurs touristiques ou presque. Mais ce sont souvent des pétards mouillés : déclarations, surenchère commerciale, maquillage écologique… recouvrent des pratiques dont la plupart ne sont jamais évaluées. En forçant le trait, on pourrait dire qu'une station de ski va pouvoir s'offrir une certification environnementale parce qu'elle trie les déchets et installe des cendriers sur les télésièges… L'inflation des chartes, labels, critères en tout genre ne change donc pas grand-chose sur le fond. Ce tourisme est symptomatique des contradictions de notre société, qui le voit avant tout comme un « levier de croissance »

N'est-on pas « hors durable » dès que l'on prend l'avion pour voyager ?

Les vols « à bas coût » sont emblématiques, puisqu'ils font désormais office de tourisme social. Mieux remplis, ils sont moins émetteurs de CO_2, mais leur nombre explose sur les aéroports régionaux, avec le soutien financier des collectivités territoriales. Ce qui accentue la transformation des « grandes vacances » en courts séjours répétés et génère une *junk mobility*, alors que seulement 3,5 % de la population mondiale a accès au tourisme.

Comment changer ce tourisme ?

Pour ses détracteurs, il incarne une société de consommation boulimique et arrogante, où l'immobilité est un désordre. Plus c'est loin et plus c'est désirable : la frénésie de mobilité s'est muée en valeur dominante, bien qu'elle constitue un couple aliénant avec le travail. Mais elle est un nouveau conformisme. Pour les « objecteurs de mobilité », la rupture, aujourd'hui, ce n'est pas de partir comme le routard des années 1970, mais de refuser l'avion ou la voiture.

L'économie touristique se voudrait fabrique de culture : il faut à l'inverse reconquérir l'autonomie de nos pratiques culturelles. Il semble aussi souhaitable de conforter le secteur non-marchand — hébergement familial, pratiques gratuites dans la nature, etc. Enfin, il faut être attentif à la revalorisation des espaces proches, et retrouver les vertus de la proximité, sans renoncer à l'émancipation dont le tourisme et le loisir sont porteurs. C'est un nouveau regard sur la relation entre « ici » et « ailleurs » que réinventent déjà nombre de pratiques expérimentales du tourisme qui conjuguent récréation et re-création.

Propos recueillis par Patrick Piro

* Professeur à l'Institut de géographie alpine de Grenoble. Lire sa contribution à la première conférence internationale sur la décroissance (avril 2008), sur www.degrowth.net

PERRY/AFP

récente en France, qui s'est inspirée d'une association new-yorkaise.
Les Greeters de Nantes, www.greeters-nantes.com

TOURISME RESPONSIVE

Arvel

Acteur historique du tourisme social à l'étranger, Arvel existe depuis plus de trente ans. L'association fait voyager à l'étranger 12 000 personnes par an en moyenne et qualifie l'ensemble de son offre de responsable. Dix-neuf voyages sont étiquetés solidaires avec 20 euros par voyageur versés à une association de développement local, visitée durant le séjour.
Traditionnellement ouverts à la rencontre, les voyages d'Arvel ne bénéficient pas pour autant, dans la conception des produits touristiques, d'une implication de partenaires locaux aussi forte que chez d'autres membres de l'Ates. *« À l'opposé de la clientèle militante, nous nous adressons à monsieur tout-le-monde en lui donnant le droit d'avoir un peu de citoyenneté dans son voyage »*, explique Jean-Louis Ollivier, directeur d'Arvel.
Arvel est membre fondateur de l'Ates.
Prix (voyages solidaires) : à partir de 1690 euros pour deux semaines au Sénégal.
Arvel, 04 72 44 95 50, www.arvel-voyages.com

Chamina voyages

Cette entreprise a construit son identité sur l'originalité de ses randonnées à travers la France et l'Europe.
Chamina est issue de la fusion de deux associations créées en 1975 entre Puy-de-Dôme et Lozère afin de développer le tourisme vert dans le Massif central. L'offre s'est aujourd'hui élargie à tous les continents, mais l'image de Chamina reste attachée à l'Europe.
Dans ce contexte, Chamina voyages, labellisée ATR, s'impose de faciliter l'accès à ses circuits par les transports en commun (point de rencontre dans les gares, création d'un forum de covoiturage sur le site…). Chamina propose notamment des combinaisons de randonnées nature avec des *city trecks* comme à Lisbonne ou à Oslo, nouvelle destination pour 2009. La randonnée est aussi l'occasion de partir à la

DANIAU/AFP

rencontre des agriculteurs et des éleveurs travaillant sur le circuit.
Prix : à partir de 400 euros (hors transport) pour huit jours de randonnée dans le Massif central.
Chamina Voyages, 04 66 69 00 44, www.chamina-voyages.com

Atalante

Ce tour-opérateur, membre fondateur d'ATR, a fait du voyage à pied une spécialité, et de la lenteur, une philosophie. Atalante propose tout type de randonnées, trecks, ascensions de sommets partout dans le monde, des randonnées chamelières…
Un petit nombre de voyages sont étiquetés « Votre choix peut faire la différence », qui, en plus des engagements de tourisme responsable, sensibilisent le voyageur à une démarche positive d'Atalante. Au Népal, par exemple, le tour-opérateur a travaillé durant dix-huit mois pour améliorer le traitement des porteurs tout en respectant le fonctionnement traditionnel des castes.
Prix : de 600 à 6 000 euros avec un prix moyen de 1650 euros.
Atalante, 04 72 53 24 80 (Lyon) ou 01 55 42 81 00 (Paris), www.atalante.fr

Allibert

Spécialiste de la montagne et du désert, le tour-opérateur Allibert est certifié ATR. L'implication dans le tourisme responsable est la suite logique de l'histoire de cette entreprise fondée par des guides de montagne soucieux d'environnement et de l'impact de l'activité sur le développement local.
Signe de cette prédisposition, l'équipe d'Allibert aime à rappeler que le siège de l'entreprise, qui compte aujourd'hui une centaine de salariés, n'a jamais quitté le petit village de Chapareillan, en Isère, où a été créée l'entreprise il y a plus de trente ans.
Allibert, 0 825 090 190 (0,15 euro TTC/min), www.allibert-trekking.com

Voyageurs du monde

Membre certifié d'ATR, Voyageurs du monde est spécialisé dans l'élaboration de voyages sur mesure, conçus en relation avec un partenaire pour chaque destination. Voyageur du monde intègre d'office la compensation de 20 % des émissions de CO_2 dans le prix du voyage. Le surcoût finance un projet de reforestation au Brésil.
Le tour-opérateur est aussi un fervent défenseur de la taxe de solidarité sur les billets d'avion, qui va prochainement s'étendre par un système d'abondement volontaire d'un euro proposé aux voyageurs.
Voyageurs du monde, www.vdm.com (coordonnées de toutes les agences sur le site Internet).

Saïga

Ce tour-opérateur, membre d'ATR, propose des voyages en lien avec des projets de protection du patrimoine naturel. La contribution principale du touriste au projet est un surcoût financier intégré au prix du voyage.
Parmi les programmes, Saïga invite les voyageurs dans une réserve marine à Keur Bamboung (Sénégal), où les villageois ont modifié leurs habitudes de pêche pour préserver le patrimoine. Au Costa Rica, le touriste accompagne un assistant de recherche, recruté localement, qui participe à l'étude de la faune sauvage d'un sanctuaire naturel.
Prix : 690 euros (hors aérien)

TOURISME SOCIAL

Revendiquer le droit aux vacances

La politique en faveur du tourisme social est en berne. Réduction des crédits (500 000 euros inscrits au budget 2009) et absence d'aide à la rénovation du patrimoine sont des indicateurs de ce désengagement de l'État. Un paradoxe alors que le nombre de personnes qui ne partent pas en vacances augmente sensiblement. 48 % en 2007, selon une étude du Credoc. L'Union nationale des associations de tourisme (Unat) estime à 25 % les Français qui ne partent pas exclusivement pour des raisons économiques.
Les structures de tourisme social (hébergement, associations d'aide au départ…) constatent déjà une réduction de la durée des séjours à moins de dix jours en été, ainsi qu'une baisse des dépenses sur place. *« Notre crainte est que ce soit la dernière étape avant le non-départ en 2009 »*, explique Jean-Marc Mignon, délégué général de l'Unat. Une baisse de fréquentation, couplée à une absence de politique sociale du tourisme, entraînerait *« une augmentation mécanique des prix aux consommateurs »*, prévient-il.
Le tourisme social associatif (hors comités d'entreprise) concerne 4,8 millions de vacanciers, 13 000 salariés (équivalents temps plein) et 50 000 travailleurs saisonniers.

P. C.-J.

pour huit jours au Sénégal.
Saïga, 05 46 41 34 42, www.saiga-voyage-nature.com

ÉCOVOLONTARIAT

À pas de loup

Compter les tétras-lyres durant quelques semaines de congé, ça vous dit ? L'écovolontariat séduit un public de passionnés de l'environnement qui souhaitent apporter leur participation à un projet concret en France ou à l'étranger. L'association À pas de loup organise la rencontre en sélectionnant les organismes « recruteurs » comme l'Office national des forêts, les Conservatoires naturels ou des associations, et les écovolontaires, qui ont surtout à justifier de leur motivation plutôt que d'une quelconque expérience de naturaliste.
Un des projets phares est « Loupastre », dans les Alpes, qui conduit les écovolontaires à assurer des gardes, notamment de nuit, de troupeaux en alpage afin d'éloigner les loups. L'écovolontaire est mis en relation avec un berger, actif dans la prévention des attaques des loups. L'idée est que la rencontre puisse générer des rapports plus sains entre « urbains écolos » et bergers.
Les missions d'écovolontariat durent en général un mois, et une petite participation financière est souvent demandée pour assurer le quotidien. L'association a accueilli 300 volontaires au cours de l'année dernière.
À pas de Loup, 04 75 46 80 18, www.apasdeloup.org

TOURISME SOCIAL

Les chèques vacances

Depuis 1982, ce n'est plus le gouvernement qui conduit la politique du tourisme social, mais l'Agence nationale des chèques-vacances (ANCV). Cet établissement public émet les chèques-vacances destinés aux salariés du public et du privé. Près de 25 000 « clients » (employeurs, comités d'entreprises privés ou publics, conseils généraux…) de l'ANCV distribuent des chèques dont la valeur est financée en partie par le salarié, qui ira le dépenser pour son hébergement, ses transports, ses repas auprès de 70 000 opérateurs répertoriés en France. En 2007, le montant des chèques émis auprès de 3 millions de salariés s'élevait à 1,12 milliard d'euros.
Il ne faut pas s'y tromper, les chèques-vacances ne sont pas financés sur fonds publics. L'ANCV facture son service aux clients et aux opérateurs touristiques (commission de 1 %), et se paie aussi par les excédents des placements financiers qu'elle réalise en profitant du décalage dans le temps entre l'émission et le remboursement des chèques aux opérateurs (huit mois en moyenne).
www.ancv.com

Les bons CAF

Les Caisses d'allocations familiales apportent des aides aux ménages les plus défavorisés sous forme de bons vacances calculés selon la règle du quotient familial. Les familles concernées sont averties chaque début d'année civile

FEDOUACH/AFP

de leurs droits et pourront les utiliser soit pour leurs enfants (colonies, centres de loisirs) ou pour leurs vacances en famille dans des centres d'hébergement agréés. Les types d'aide et les montants varient selon les départements.
www.caf.fr

Loisirs et action sociale

Faire apparaître les vacances et les loisirs comme un thème d'action sociale n'est pas encore évident du côté des pouvoirs publics. Un regret régulièrement renouvelé par les associations (Secours populaire, Léo Lagrange, Les Francas…) qui se mobilisent afin d'offrir ne serait-ce qu'une journée de vacances aux enfants et aux familles les plus défavorisés.
Selon l'Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et de la jeunesse, un quart des enfants de 5 à 19 ans n'étaient pas partis du tout en vacances en 2004. En 2008, le Secours populaire a relancé une campagne, « 1936-2008, les vacances, c'est pas du luxe », afin de sensibiliser citoyens et pouvoirs public sur un problème dont on attend qu'il s'aggrave avec la crise économique actuelle.
En 2007, plus de 82 000 personnes dont 58 000 enfants ont pu partir en vacances grâce au Secours populaire français, ce qui a représenté 327 000 jours de vacances.

JEUNESSE

Tourisme et insertion

Quand les pays en développement nous aident… Tourisme solidaire et réinsertion sociale se rejoignent grâce à des associations qui organisent des chantiers de jeunes en difficulté (problèmes sociaux, judiciaires…) dans des villes d'Afrique : *« Nous cherchons à remettre ces jeunes dans la vie en leur proposant de donner d'eux-mêmes alors qu'ils pensent ne rien avoir à donner »*, résume André Joly, président de l'association Oxygène. Cette structure vosgienne organise depuis vingt ans des chantiers pour jeunes en difficulté. Le chef d'un village burkinabé, à la suite de plusieurs séjours de jeunes organisés par Oxygène, a donné un terrain, sur lequel a été construit un village d'accueil, dans le cadre des chantiers, par des jeunes en réinsertion. Ce site accueille aujourd'hui des touristes désireux de vivre un quotidien africain.
Oxygène, Remiremont, Vosges, 03 29 62 61 13.

En vente actuellement

3,80 €
chez votre marchand de journaux

Commande et sommaire détaillé sur www.alternatives-economiques.fr

Alternatives Economiques
Déjà 1,2 million de lecteurs par mois*

*SOURCE AEPM

Comités d'entreprise et tourisme solidaire

Les comités d'entreprises (CE), gérés par les délégués syndicaux dans toutes les entreprises de plus de 50 salariés, sont des acteurs importants du tourisme social. Leur budget, indexé sur la masse salariale de l'entreprise, sert notamment à financer une offre de vacances à prix très concurrentiel pour les salariés.
Depuis la gestion en propre de centres de vacances (plus de 100 000 lits encore aujourd'hui), l'offre s'est diversifiée, et les CE proposent des catalogues de voyage qui n'ont rien à envier à ceux des tour-opérateurs commerciaux. Cette tendance à coller à une offre de tourisme banalisé pose question puisqu'elle élude les méfaits sociaux du secteur, notamment en termes d'exploitation salariale, alors même que les CE sont animés par les représentants syndicaux élus par les salariés. Chaque salarié soucieux de l'impact social de ses vacances est en droit d'en appeler à la responsabilité de ses représentants pour peser sur l'existence d'une offre d'un tourisme responsable et solidaire. L'émergence du tourisme solidaire représente en effet une occasion pour les CE de se refaire une santé sociale. Selon Julien Buot, coordinateur de l'Ates, *« 30 % des 6 000 voyageurs solidaires proviennent de CE »*. L'une des craintes des CE est de traiter avec des petites associations incapables de répondre à leur demande. Le regroupement au sein de l'Ates, investi du rôle de VRP, est une des solutions pour les CE de varier les destinations et les opérateurs d'une année à l'autre.
Quelques CE se sont engagés dans la voie du tourisme solidaire comme la Caisse centrale d'actions sociales des industries gazière et électrique (CE d'EDF et Gaz de France), France Télécom ou encore le Comité des œuvres sociales du secteur hospitalier.

Compenser ses émissions de CO_2

Compenser l'émission de CO_2 : acte de bonne conscience ou réelle solution contre le changement climatique ? Un *« acte de solidarité climatique »* selon le Groupe énergie renouvelable, environnement et solidarité (Geres), pionnier de la compensation en France depuis 2004. Pour le touriste, le principe est le suivant : tout voyage induit une émission de CO_2, surtout lorsqu'on prend l'avion. Sur le site www.co2solidaire.org, le voyageur calcule le volume d'émission (en tonnes) multiplié par 24 euros et obtient ainsi le montant de la compensation financière qui sera reversé intégralement aux projets conduits par l'ONG. 24 euros correspondent au coût de fonctionnement de l'ONG pour économiser une tonne de CO_2 à travers ses projets dans les pays du Sud. Notamment au Cambodge, où l'antenne locale mène un projet de diffusion de foyers économes en bois. 500 000 de ces foyers sont aujourd'hui utilisés au Cambodge évitant ainsi l'émission de 140 000 tonnes de CO_2 en 2007. *« Nos objectifs sont de cofinancer nos projets mais aussi d'inciter à la réduction, à la source, de nos émissions par la sensibilisation »*, explique Renaud Bettin, responsable des partenariats au Geres. Quelques voyagistes compensent d'office non seulement une part de l'émission de CO_2 des voyageurs, mais aussi celle de leur propre activité professionnelle.

Solidarité en chantier

Les chantiers de jeunes offrent la possibilité d'user de ses congés pour participer à des projets de rénovation patrimoniale, actions de préservation de l'environnement, actions socio-éducatives… en France et à l'étranger. Ce principe, né après la Seconde Guerre mondiale afin de faire participer la jeunesse à la reconstruction, s'est mu au fil des époques en un mouvement d'éducation populaire. Les chantiers d'été de deux ou trois semaines ont surtout vocation à former les adolescents ou jeunes adultes à la vie collective, au don de soi et à l'ouverture sur le monde.

BERNARD/AFP

En 2006, 11 000 jeunes ont participé à des chantiers en France, dont 4 600 étrangers. 3 600 Français sont partis à l'étranger selon Cotravaux, réseau de onze associations organisatrices de chantiers. Un mouvement qui pourrait offrir plus de possibilités s'il ne souffrait depuis des années d'un sous-financement. *« Nous sommes sur les thématiques jeunesse, environnement, patrimoine, social, insertion… Plus nous en croisons, plus nous sommes "développement durable" et moins on rentre dans les cases, car en France chaque ministère s'occupe de son territoire »*, résume M. Maier, délégué national d'Études et chantiers.
Cotravaux, 01 48 74 79 20, www.cotravaux.org
Études en chantiers, 04 73 31 98 04 (délégation internationale), www.unarec.org

CHRISTINE TRÉGUIER

Dans la maison de grand-mère

Des paysans de l'Aube ouvrent les portes de leur ferme aux vacanciers. Un paradis pour les enfants.

Lorsqu'on découvre la maison d'Andréa, où Nelly (sa petite-fille) et Fabien Balanche, membres du Réseau Accueil paysan, accueillent les amateurs de vacances différentes, la première impression est celle de l'authenticité. Ils ont tenu à la conserver dans son jus. L'univers d'Andréa, la cuisinière ambulante dont les anciens des villages avoisinants se souviennent encore, est presque intact, à quelques éléments d'électroménager près. De cette maisonnette où elle a vécu petite, Nelly a fait un paradis pour les enfants : lectures, peintures, jouets, basse-cour, grange à foin, malles à déguisement, tipi ou balançoire bricolés avec des bouts de ficelle. Tout pour retrouver cet ineffable sentiment de liberté des enfants livrés à eux-mêmes. Ce qui, soit dit en passant, contribue grandement à faire passer de bonnes vacances à leurs géniteurs. Petits et grands peuvent nourrir les animaux de la basse-cour, soigner l'âne, visiter la ferme, et même participer à la moisson. Les Balanche sont l'unique Accueil paysan de toute l'Aube. Surprenant dans une région si agricole. Mais sans doute les « cultos » du coin sont-ils plus sensibles aux moyens d'améliorer la rentabilité et à la reconversion de la Politique agricole commune qu'à ce qui anime Nelly : les valeurs partagées, l'authenticité, le désir d'expliquer son métier et d'en apprendre des autres. Descendante de générations de paysans bragelonois, elle a toujours travaillé à la ferme. Un jour, un étranger est arrivé dans une ferme voisine. Fils de fermiers lui aussi. Ces deux-là étaient, comme on dit, « faits pour s'entendre ». Ces « paysans » fiers de l'être ont repris l'exploitation des parents de Nelly, fait quatre enfants (une fille et trois gars), et bossé dur pour exploiter les 200 hectares de céréales (blé orge, colza, tournesol) et de vigne, en ne tombant pas dans l'ornière du productivisme.
Fabien a toujours cherché à minimiser l'impact des cultures sur la terre. Aujourd'hui, il a recours à des méthodes intermédiaires entre intensif et bio : pas de labour, rotation des cultures, désherbage à la herseterie, intrants choisis, répandus la nuit, lorsque la bonne pénétration permet de réduire la quantité utilisée, etc. Il est membre de la Confédération paysanne et du Groupement de développement agricole de l'Aube (GDA), qui s'interroge sur toutes les pistes permettant de rendre l'agriculture soutenable pour la planète. *« Moi, j'aime le monde »*, disait Andréa. Sa petite-fille est sa copie conforme. *« Je me sens enracinée dans ce territoire »*, se plaît-elle à dire, évoquant les anciens, dont elle collecte les souvenirs pour que la mémoire des paysans aubois se transmette. Aux visiteurs qui l'écoutent, elle peut passer des heures à raconter l'histoire de cette terre et de ses habitants et l'évolution de l'agriculture. Nelly la loquace a fini par refiler à Fabien sa passion des « diseurs d'histoires ». À tel point que tous deux se sont lancés, avec l'aide des foyers ruraux de l'Aube, dans l'organisation de soirées où ils invitent des conteurs professionnels, et dans des stages de formation pour renouer avec l'art de la tradition orale et de la transmission de la mémoire paysanne. Peut-être, un jour, entendra-t-on Nelly, soutenue par quelques accords de guitare de Fabien, conter l'histoire d'Andréa, la cuisinière, expliquant à sa petite-fille que *« dans la vie, faut s'débrouiller avec c'qu'on a »*.

CHRISTINE TRÉGUIER

Nelly et Fabien Balanche, Bragelogne-Beauvoir (30 km au sud de Troyes), 03 25 29 38 22, www.chanteterre.com

Courrier

Politis, courrier des lecteurs,
2, impasse Delaunay, 75011 Paris.
Fax : 01 43 48 04 00. E-mail : pagecourrier@politis.fr

L'éolien et le nucléaire

Après avoir lu votre article sur les éoliennes (voir *Politis* n° 1027), je souhaite apporter une opinion différente. Devant les risques du nucléaire et leur « cadeau » aux générations futures que représentent leurs déchets, je pense que le développement de l'éolien est une des réponses que notre société doit apporter au problème de production d'énergie. J'ai pu me rendre compte avec quelle hargne les pronucléaires luttent contre nos nouveaux moulins à vent en Charente-Maritime. Bien sûr, beaucoup de choses sont contestables, et vous en parlez avec clarté. Ce que l'on pourrait ajouter, c'est que la France a privilégié le tout-nucléaire aux coûts cachés gigantesques (démantèlements futurs, traitement des déchets) au lieu de diversifier les sources d'énergie, et il n'est pas du tout étonnant que des sociétés privées avides de profits se soient engouffrées dans la brèche. Si le service public d'électricité n'avait pas été à la solde du lobby pronucléaire mené par Valéry Giscard d'Estaing, nous n'en serions pas là : l'État aurait investi dans les énergies renouvelables dans leur ensemble, et les éventuels profits iraient dans la poche du service public. Ce qui permettrait de financer la recherche, les économies d'énergie et l'installation raisonnée de sources décentralisées de production d'énergie. Il y une cohérence dans l'opposition aux éoliennes : lorsqu'on a manqué le train, on peut le prendre en marche ou tenter de le faire dérailler. C'est manifestement cette dernière solution que privilégient VGE et ses amis. Tout le reste, c'est… du vent.

Yvan Poisbeau, Anais (Charente)

Cuba

Vous avez dû recevoir du courrier concernant l'article de Gérard Ponthieu sur Cuba du n° 1032/1033. Je ne reprendrai pas les arguments certainement développés par des lecteurs plus informés et compétents. Je m'insurge : le point de vue est partial et même peu documenté – c'est une simple feuille de route –, et sa publication dans votre hebdomadaire, décevante. Certes, le régime cubain de 2009 est très critiquable, mais je vous incite à examiner l'état politique et social des petits ou plus grands pays voisins. Et aussi à tenir compte de l'ouverture actuelle, si petite et modeste qu'elle soit. Je vous renvoie par exemple à l'article de Janette Habel publié dans *le Monde diplo* de décembre 2008. Il permet d'espérer que la révolution castriste « vieille et décatie » pourra être remise en question avec justice sans basculer dans le monde libéral.

Renée Roumieu, Montpellier (Hérault)

Dakar 2009, l'indécence s'exporte

Une fois encore, le rallye Paris-Dakar va rivaliser de gaspillage et de spectacle médiatisé pour ce qui n'est rien d'autre qu'un jouet de gosses de riches. […]
Alors que les regards se tournent vers les exclus, les sans-papiers, les SDF, les personnes qui bouclent difficilement leurs fins de mois, les ouvriers licenciés, pendant que montent de toute part les périls écologiques, l'indécence prend une tournure particulièrement scandaleuse et insupportable. […]
Le rallye offre l'image d'un gaspillage de ressources énergétiques, dans le seul but de relier le plus vite possible deux points entre lesquels il faudrait plutôt du respect et de l'admiration pour les humains qui y vivent.
L'autre volet de l'indécence tient à la mise en relation de cette prétendue compétition sportive avec les campagnes sur la prévention routière.
Comment expliquer aux jeunes (et moins jeunes !) conducteurs que la route nécessite une vitesse modérée, si on leur montre avec envie et grandiloquence qu'ailleurs (chez les autres, les Africains ou les Sud-Américains, les pauvres de la planète) on peut faire ce qu'on veut ? Laisser une épave au bord de la route. Traverser des villages en faisant vrombir les moteurs.
Nous sommes tristes de l'« humanité » que nous donnons à voir au reste du monde, à l'occasion de cet ahurissant jeux de gladiateurs de temps qui se voudraient modernes. Et qui ne sont finalement qu'une triste régression sociale et humaine.

Bruno Riondet (Vienne)

L'écrasement d'un peuple

« Il n'y a pas de problème humanitaire à Gaza », déclarait Tzipi Livni le 2 janvier à sa sortie de l'Élysée, mais seulement 420 morts et plus de 2 000 blessés en quelques jours de bombardements. Outre ce cynisme préélectoral, il y a bel et bien un crime contre l'humanité qui a commencé il y a soixante ans par un vote truqué de l'ONU (lire *le Péché originel d'Israël,* de Dominique Vidal) et qui se poursuit par l'écrasement programmé d'un peuple encerclé sur sa propre terre, la Palestine, après tant de spoliations, de pillages sournois, de barbarie hypocrite, d'humiliation coloniale, d'apartheid et de terrorisme d'État destiné à pousser au désespoir et à une résistance désespérée ceux qui n'ont plus rien à perdre.
Il y a quelques jours, l'Europe complice a accordé une fois de plus aux autorités israéliennes un statut encore plus privilégié. Et quelles autorités ! Pas morales en tout cas, qui vont lancer leurs chars, après leurs avions : un Premier ministre fantoche, Olmert, démissionné pour corruption, et un Président, Peres, prix Nobel de la paix, responsable d'un premier massacre préélectoral à Cana de 300 civils « protégés » par l'ONU. Les dignes successeurs du bourreau de Sabra et Chatila !
Vive la résistance palestinienne !

Serge Geitner, Privas (Ardèche)

Pensez-y !

Abonnement web
à partir de 8 € par mois*
www.politis.fr
Paiement sécurisé * voir conditions

DIFFUSION EN KIOSQUE

- **Pour connaître le point de vente le plus proche de votre domicile, de votre lieu de travail ou même de votre lieu de vacances ;**
- **Si vous souhaitez que votre marchand de journaux soit approvisionné sous huitaine ;**

appelez le
01 42 46 02 20
(de lundi au vendredi de 10 h à 17 h)
ou envoyez un courrier électronique à
contact@kdpresse.com

Un site des NMPP indique également où trouver **Politis** :
www.trouverlapresse.com

Agenda

Paris VIIe : le 12 janvier, de 9 h à 18 h, Noël Mamère, député de Gironde, en partenariat notamment avec l'association Robin des toits, vous inviter à un colloque sur le thème « Téléphonie mobile, Wifi, WiMax et Santé : état des lieux ». Avec Olle Johansson, coauteur du rapport *Bioinitiative*, Dominique Belpomme, cancérologue à l'Hôpital européen Georges-Pompidou, et André Cicolella, chercheur en science environnementale.
Assemblée nationale, salle 62-17. Inscription obligatoire : colloqueassnat@robindestoits.org

Paris Ve : le 15 janvier, à 20 h, le Comité justice et paix en Palestine et au Proche-Orient du Ve (CJPP5) organise une conférence-débat de Rony Braumann sur la situation et les perspectives en Palestine et au Proche-Orient. Un court-métrage sur la Palestine précédera la conférence.
La Maison fraternelle, 37, rue Tournefort. pndoumandji@voila.fr

Rambouillet : le 17 janvier, Amnesty International, la Ligue des droits de l'homme, Attac, Artisans du monde, Rambouillet Autrement organisent leur Forum social local. Ateliers-débats sur les thèmes : Vive les impôts, Droit d'asile et immigration, Économie solidaire. Entrée libre.
Inscriptions pour le repas (7 euros) au 06 82 92 01 69 ou 06 30 83 87 95.

Paris XVe : le 20 janvier, à 20 h, Attac Paris 15 vous invite à une conférence avec Jean-Louis Dayan, professeur associé à l'université Paris-I- Panthéon Sorbonne, sur le thème « La flexicurité : l'avenir des salariés en Europe ? ».
17, rue de l'Avre, paris15@attac.org, www.local.attac.org/paris15/

Évry (91) : le 28 janvier, à 20 h 30, la Maison du monde organise un débat contradictoire sur le thème « Droit d'ingérence ? Responsabilité de protéger ? Un débat d'actualité qui nous concerne ». Avec Nicolas Vercken, d'Oxfam France-Agir ici, et Fabrice Weissman, de Médecins sans frontières (MSF).
Lieu à préciser. 01 60 78 55 00.

Paris XIe : le 21 janvier, à 19 h 45, la librairie Quilombo organise un débat autour du livre *la Guerre des classes* de François Ruffin, en présence de l'auteur.
Centre international de culture populaire (CICP), 21 ter, rue Voltaire, 01 43 71 21 07, quilombo@globenet.org

www.politis.fr

Consultez l'agenda militant mis à jour régulièrement.

Une chambre particulière pour les paysans basques

Au Pays basque, l'association Laborantza Ganbara promeut une agriculture durable auprès de milliers de petits paysans. Elle risque pourtant la dissolution car l'État estime qu'elle usurpe la fonction de chambre d'agriculture.

Samedi 13 décembre, Ainhice-Mongelos, petit village au cœur du Pays basque. Ils sont plus de 200 à s'être déplacés, de Bayonne à Mauléon, de Saint-Jean-Pied-de-Port à Espelette, de Saint-Pée-sur-Nivelle à Anglet pour le lancement d'une vaste campagne de soutien à l'association Euskal herriko laborantza ganbara (EHLG) (voir *Politis* n° 1018). Depuis 2004, elle promeut une agriculture durable au profit des petits paysans locaux. Elle est pourtant menacée d'interdiction pure et simple : une plainte a été déposée par la préfecture du département, parce que *« son objet, ses missions, son organisation et sa dénomination présentent des ressemblances avec la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques »*. Euskal herriko laborantza ganbara signfie en effet « chambre d'agriculture du Pays basque » en langue basque. Le tribunal correctionnel de Bayonne statuera le 29 janvier. Le président de l'association, Michel Berhocoirigoin, risque un an de prison pour cette « usurpation » du statut d'un établissement public.

Dans les salles du superbe siège de l'association, on s'affaire fiévreusement, ce samedi. Une brochure d'information a été tirée à 20 000 exemplaires. Plusieurs pétitions de soutien sont lancées. En quelques jours, des milliers de signatures ont été recueillies – élus, personnalités, citoyens du Pays basque et d'ailleurs (1). *« Ce mouvement est porté par une énergie impressionnante, il ne pourra pas être arrêté »*, estime Daniel Olçomendy. Ce jeune militant, maire d'Ostabat, sait de quoi il parle : il avait pris la tête de l'opposition massive et victorieuse contre la Transnavarraise, un couloir à camions en plein Pays basque. *« Le combat de Laborantza Ganbara va bien au-delà du procès*, s'anime Juliette Bergouignan, enseignante et habitante du village de Macaye. *Quel avenir préparons-nous à nos enfants ? Nous voulons un Pays basque vivant ! »*

Est-ce seulement le nom de l'association qui gêne ? *« C'est notre existence même qui est combattue »*, rétorque Michel Berhocoirigoin. En 2005, sous la pression du préfet, le sous-titre français de « chambre de développement agricole et rural du Pays basque » avait été abandonné, la dénomination Euskal herriko laborantza ganbara ne portant en principe pas à confusion (le basque n'est pas langue officielle). Peine perdue : en juin 2005, le préfet dépose une plainte. Qui restera en sommeil jusqu'en juillet 2008, quand sera fixée une première audience pour le 18 octobre 2008, finalement repoussée au 29 janvier prochain.

Une « chambre d'agriculture » spécifique au Pays basque : la revendication est portée par le syndicat ELB, branche basque de la Confédération paysanne, depuis sa création en 1982. Argument : la chambre d'agriculture officielle, basée à Pau et tenue par les grands maïsiculteurs des plaines du Béarn, n'a jamais soutenu le développement d'une agriculture basque dominée par le petit élevage, dont le particularisme et la culture sont défendus avec ardeur – filières de qualité (AOC Ossau-Iraty, piment d'Espelette, charte Idoki des produits fermiers, etc.), accroissement de la valeur ajoutée locale afin de maintenir les petites exploitations et l'emploi, animation paysanne collective, etc. *« Pau défend une vision diamétralement opposée*, martèle Michel Berhocoirigoin, qui possède une trentaine de vaches. *C'est l'alliance avec l'agro-industrie, la course aux volumes de céréales à faible valeur ajoutée, toujours plus d'irrigation – subventionnée en moyenne à 80 % ! Et aujourd'hui, c'est la production d'agrocarburants à partir de maïs… » « On ne peut pas être nombreux et heureux »* : pour EHLG, cette tirade du président de la chambre d'agriculture à la fin de son mandat en 2001, *« c'est la ligne de démarcation avec les promoteurs de l'agriculture paysanne au Pays basque »*.

Cette même année 2001, la pression monte d'un cran : lors des élections aux chambres d'agriculture, le syndicat ELB devient majoritaire au Pays basque (51,5 %, contre 47 % en 1995), mais pas dans le département, ce qui lui laisse encore la portion congrue à la chambre d'agriculture. Au Pays basque, 113 des 159 maires, une moitié des conseillers généraux et régionaux, puis le Conseil local des élus, la plateforme politique Batera (2), etc. réclament désormais publiquement la création d'une chambre basque. Au point que le ministre de l'Agriculture, Hervé Gaymard, commande un rapport sur la situation. Remis

DE PRADA

Manifestation du syndicat ELB en 2003, revendiquant la création d'une chambre d'agriculture basque.

en avril 2004, il s'étonne de la ténacité d'un modèle paysan basque très identitaire, *« économiquement viable même au prix d'une évidente frugalité »* et *« écologiquement responsable »*, qui se tient à l'écart du productivisme et ignore la déprise agricole, y compris en montagne, soucieux de l'environnement et des paysages. Et il relève le désintérêt de la chambre d'agriculture : *« lisibilité »* insuffisante au Pays basque, où elle ne compte que 11 % de son personnel (pour 40 % du territoire des Pyrénées-Atlantiques), et des efforts *« qui n'ont pas répondu aux attentes »*.
Mais les quelques adaptations proposées par le gouvernement sont jugées cosmétiques. Pour ELB, il faut au Pays basque un établissement public en propre et les moyens d'assumer ses choix agricoles. Le syndicat décide alors de passer à l'acte en créant une chambre dissidente. Le 17 janvier 2005, EHLG est inaugurée dans la liesse par un millier de sympathisants. Originalité : sept collèges y siègent – exploitants (actuels et anciens), salariés agricoles, associations de développement rural mais aussi de consommateurs et de défense de l'environnement, ainsi que des représentants des soutiens financiers. Car la solidarité basque a joué à plein : près de 1 500 donateurs allongent annuellement 190 000 euros d'écot, des dizaines de municipalités votent des subventions, et le puissant syndicat ouvrier ELA, basé à Bilbao, a financé l'acquisition du siège d'Ainhice-Mongelos.

Après quatre ans d'activité, l'association emploie dix salariés, et son bilan est flatteur. Autonomie des paysans, répartition des moyens (droits à produire, primes, etc.) au profit du plus grand nombre, aide à la transmission des exploitations, protection des ressources naturelles, qualité des produits, partenariat avec le monde rural : en 2007, près de 1 400 personnes ont bénéficié de services d'accompagnement. Chaque année, EHLG organise à Bayonne la foire agricole « Lurrama-la ferme basque », un événement visité par plus de 30 000 personnes. *« Nous sommes devenus une référence au Pays basque »*, estime Michel Berhocoirigoin.
L'association est de plus en plus sollicitée : par le syndicat intercommunal de traitement des déchets (200 communes) pour la collecte des bâches agricoles, par une association de pêcheurs de Saint-Jean-de-Luz pour remplacer le fioul des bateaux par de l'huile végétale pure produite localement, etc. En 2007, EHLG remporte un important appel d'offres pour l'étude de la pollution agricole de la Nive et de ses affluents, devançant… la chambre de Pau, grâce à une offre sept fois moins coûteuse. *« Grâce à l'accueil que nous avons reçu, nous avons pu diagnostiquer 90 % des exploitations riveraines, c'est un travail sans équivalent en France sur un bassin versant »*, commente Iker Elosegi, chargé du dossier.

DE PRADA

Michel Berhocoirigoin, président d'EHLG.

En toile de fond pourtant, *« c'est un véritable harcèlement de la préfecture depuis quatre ans »*, affirme Jean-Noël Etcheverry, coordinateur de la fondation Manu Robles Aranguiz Fundazioa, soutien d'EHLG. La pression débute dès 2005 par des courriers d'intimidation aux maires qui appuient la création de cette structure « illégale ». Puis les donateurs sont avertis qu'ils ne bénéficieront pas de déduction fiscale – l'administration sera désavouée par la justice. Crédits coupés, subventions municipales attaquées en justice, pression sur des organismes publics pour qu'ils renoncent à collaborer avec l'association…
Quelques semaines avant le procès, le vent a pourtant commencé à tourner, si l'on en croit certains signaux politiques : c'est le conseil régional de l'Aquitaine qui vote en novembre dernier, à l'unanimité et malgré la pression préfectorale, une subvention de 96 000 euros pour EHLG, ou encore Jean-Jacques Lasserre, notable MoDem des Pyrénées-Atlantiques, qui fustige la présence de la chambre d'agriculture de Pau sur le banc des parties civiles au procès du 29 janvier. À Ainhice-Mongelos, on a vite compris la puissance mobilisatrice que pouvait déclencher une assignation dont le versant ubuesque est perceptible par tous. *« La préfecture s'imagine peut-être que nous allons céder : elle ne comprend manifestement pas comment nous fonctionnons*, sourit Michel Berhocoirigoin. *Alors, ira-t-elle jusqu'à interdire une association qui œuvre pacifiquement au développement durable du Pays basque, et démanteler tout le travail accompli ? Injustifiable… »* En lieu et place de l'imbroglio prévisible, EHLG tient une solution de sortie, qu'elle estime gagnante pour l'État : la création officielle d'une chambre d'agriculture du Pays basque. *« Nous avons commandé une étude juridique*, explique Jean-Noël Etcheverry. *En fait, rien n'interdit qu'il en existe deux dans un département, il suffit d'un décret du Premier ministre… »*

PATRICK PIRO

(1) Voir le site : www.ehlgdoitvivre.org
(2) Créée en 2002 par 110 associations et organisations locales.

CHANGER D'ÈRE

PAR HÉLÈNE CRIÉ-WIESNER

Le marché aux poissons

Le 2 décembre, les neuf juges de la Cour suprême des États-Unis se sont penchés sur un cas d'école soumis par les compagnies électriques. Celles-ci leur demandent – en gros – d'évaluer le prix des poissons et du plancton décimés par leurs 550 centrales réparties sur le territoire américain.
Ces dernières années, les électriciens ont localement perdu tous les procès intentés par des associations environnementales et plusieurs États. Avec cet ultime appel, elles jouent leur dernière carte avant l'arrivée d'Obama, lequel a promis de faire table rase de l'abominable passé anti-écolo de l'administration Bush.

Aujourd'hui, les centrales électriques sont tenues *« d'utiliser les meilleures technologies disponibles »* pour minimiser leur impact sur les ressources en eau. Si les centrales modernes utilisent relativement peu d'eau pour se refroidir, les vieilles installations sont dévastatrices pour la faune et la flore aquatiques. La question est donc de savoir si ces dernières doivent procéder à des travaux de rénovation.
Les compagnies disent que ce serait trop cher. De fait, sous le règne de Bush, l'Environmental Protection Agency (EPA, ministère de l'Environnement) les a autorisées à passer outre *« quand elles peuvent prouver que le coût de remise à niveau serait plus élevé que les bénéfices attendus »*. Quels bénéfices ? Rien de plus que des plans d'eau plein de poiscailles en bonne santé, qui profiteraient aux pêcheurs amateurs et professionnels, et aux touristes. Fi donc ! Combien vaut un kilo de poisson à l'aune d'un mégawatt indispensable à la vie économique d'une nation ?

Les environnementalistes ne sont pas des tanches en matière d'économie, ils savent tout cela. Mais ils refusent que la loi sur l'eau soit appliquée selon la règle basique de la comparaison coûts/bénéfices.
À quoi les avocats des électriciens rétorquent : *« Si vous ne pouvez pas fournir quelques analyses coûts/bénéfices sur ce sujet, la perspective de dépenser des millions de dollars pour sauver une poignée de poissons est tout simplement absurde. »*
Aux superjuges de décider, donc. Ils sont neuf, inamovibles, dont sept ont été nommés par des présidents républicains. A priori, mais rien n'est sûr en matière d'environnement, les électriciens comptent sur leur appui. Car ils savent avec certitude que le futur patron (ou patronne, si l'on en croit les rumeurs) de l'EPA aura à cœur de changer l'échelle des valeurs. Mais si la Cour suprême décide d'appliquer cette règle des coûts-bénéfices au champ de l'environnement (ce sur quoi elle n'a jamais été consultée), la nouvelle EPA n'y pourra rien changer. Toutes les futures législations seront affectées, et Obama pourra se brosser pour mettre en place des politiques que les industriels dénonceront comme *« trop chères en regard des bénéfices escomptés »*. Il va sans doute falloir en rabattre quant aux espoirs démesurés placés dans le nouveau Président.

Hélène Crié-Wiesner a couvert l'environnement durant quinze ans à *Libération*, et publié plusieurs livres sur le sujet. Elle vit aux États-Unis depuis 2000.

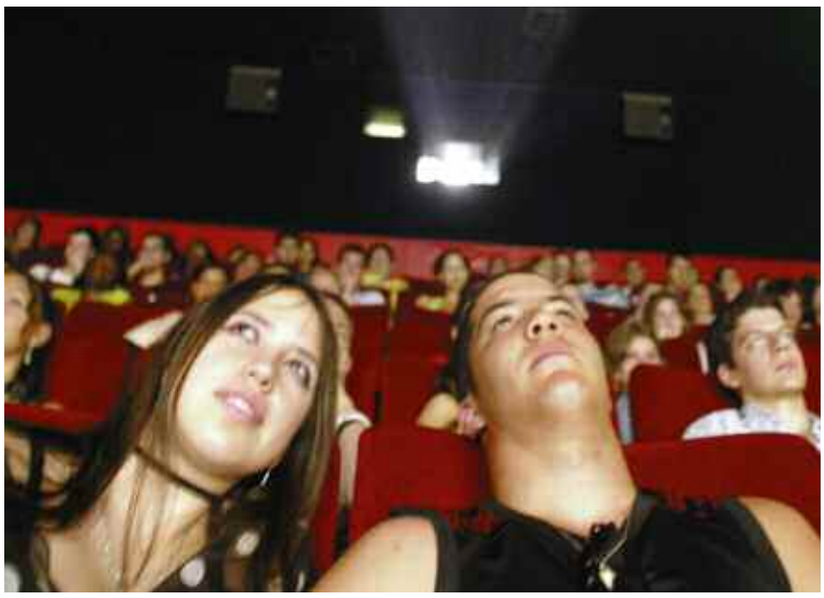
« Quelque chose de commun et de vital »

Les États généraux de l'action culturelle cinématographique et audiovisuelle se déroulent les 8 et 9 janvier à Paris. Catherine Bailhache* en expose ici la genèse et les objectifs.

Depuis un an, il y a eu plusieurs mobilisations en faveur de l'action culturelle cinématographique et audiovisuelle. Quels en ont été les résultats ?

Catherine Bailhache : La première mobilisation a eu lieu en janvier 2008. Elle a été suivie en mars d'une intervention de Jeanne Moreau et de Mathieu Amalric lors de la remise des césars. En mai, nous avons tenu une conférence de presse à Cannes au cours de laquelle nous avons annoncé notre décision de pérenniser le Collectif. En juin, au sein du Collectif *Sauvons la culture !*, dont nous sommes cofondateurs aux côtés de représentants d'un ensemble de secteurs culturels comme le théâtre, la danse, le cirque, la musique, nous avons coorganisé « le 21 juin, Boum ! » à l'appel des Têtes raides. Provoquée par l'annonce brutale d'une baisse très conséquente de certains des crédits déconcentrés en Drac par le ministère de la Culture et de la Communication, cette constante mobilisation a d'emblée rassemblé les représentants de très nombreuses structures (près de 380) du territoire français dont on comprenait qu'elles seraient atteintes. S'y sont spontanément adjoints dès l'origine, individuellement ou au nom de leur propre structure, un grand nombre de leurs partenaires, ainsi que des personnalités venues d'autres secteurs de la culture.

Il faut dire qu'en projetant de supprimer une somme relativement peu importante à son échelle, mais essentielle à la nôtre, l'État touchait à quelque chose de commun et de vital. Vital pour les structures elles-mêmes, vital aussi pour la population d'un point de vue intellectuel, artistique, social, politique. Ensemble, nous avons alors mesuré à quel point, à travers cette décision, c'était, partout, une partie commune précise et précieuse de notre travail qui risquait de s'en trouver démantelée. En effet, que nous soyons producteurs, réalisateurs, distributeurs, comédiens, techniciens, responsables de festivals, de salles privées ou publiques, de ciné-clubs, d'associations d'éducation artistique, chercheurs, enseignants, et j'en passe, nous nous voyions concrètement menacés de ne plus pouvoir mener ce que nous nous accordons à nommer l'action culturelle, cette partie immergée de l'iceberg de notre travail, mais tournée vers tous, et dont les résultats se mesurent avant tout *qualitativement* et sur *la durée*, deux valeurs peu ou pas reconnues de nos jours.



DUFOUR/AFP

Réunir les différents métiers du cinéma.

Le Collectif national de l'action culturelle cinématographique et audiovisuelle (Blac) est né de ce constat et de la nécessité de se solidariser immédiatement face à cette menace. Le résultat en a été la réinjection d'une grande partie du budget initialement menacé de suppression, ce qui a permis à beaucoup de ne rien perdre d'essentiel sachant que, par ailleurs, une trentaine de festivals se sont trouvés rapatriés nationalement sur un autre budget au niveau du CNC.

Notons tout de même une perte moyenne officielle en 2008 d'environ 15 % du budget, sans transparence quant à la répartition ; plus grave, la disparition quasi complète des ECM (Espaces culturels multimédias), pourtant initiés par l'État il y a quelques années, et la disparition de festivals ou d'associations, parfois jugés modestes, pour lesquels les Drac (1) n'ont souvent rien pu faire, dont l'existence contribuait pourtant à la diversité culturelle qui caractérise notre pays…

Pourquoi aujourd'hui ces États généraux de l'action culturelle cinématographique et audiovisuelle ?

Nous l'avons imaginé dès le début ; nous n'avons jamais souhaité n'être qu'un organe de résistance. Ce qu'il faut dire, c'est que réellement, à l'occasion de cette mobilisation, nous avons tous compris qu'il est devenu indispensable d'affirmer haut et fort que l'action culturelle cinématographique et audiovisuelle, et plus largement d'ailleurs l'action culturelle tout court, est une notion réelle et efficace. Le fait qu'elle soit mal ou insuffisamment définie, et donc mal ou insuffisamment reconnue, la rend d'autant plus fragile et susceptible d'être démantelée. C'est pourquoi nous éprouvons l'absolue nécessité de procéder à une réflexion sur et autour de l'entité « action culturelle ».

Une des originalités de ce Collectif est qu'il fait voler en éclats les corporatismes des milieux du cinéma et de l'audiovisuel. Comment est-ce possible et sur quel mode d'action cela débouche-t-il ?

Oui, l'enjeu et la difficulté consistaient à faire exister de façon homogène, fluide et cohérente ce rassemblement transversal inédit. C'est l'un de ses intérêts majeurs,

aussi bien en interne que face à ses interlocuteurs : de fait, le Collectif représente une entité en soi, transversale, avec laquelle il est impossible désormais de refuser d'échanger et d'avancer.
Mais il n'y a pas seulement les corporatismes. Les différents métiers du cinéma ont tous leurs spécificités, nombreuses et complexes. Cela rend ardue la recherche d'une homogénéité entre des gens qui doivent pour cela d'abord apprendre à mieux se connaître s'ils veulent mettre en place des alliances objectives pertinentes. Ce collectif, dont la forme définitive (simple collectif, association ?) n'est pas définie encore, est évidemment sans cesse sujet à écartèlement. Néanmoins, sa force réside dans le fait que ceux qui l'ont constitué sont à la fois conscients de ces difficultés et déterminés à les surpasser. Ça marche, simplement parce que chacun y met du sien : concrètement, en mettant la main à la pâte ; mentalement, en dépassant ses propres résistances tout en précisant la frontière entre son effort de solidarité et la préservation de sa propre indépendance.
Au-delà du fait que cela permet de constituer un groupe cohérent, reconnu comme tel, parlant d'une même voix et agissant au nom de mêmes valeurs, cela a pour effet immédiat quelque chose de très intéressant : pragmatiquement, les représentants de différents secteurs, qui jusqu'à présent ne le faisaient pas, se parlent et agissent ensemble quotidiennement sur toutes sortes de champs. Ce qui ne peut être sans conséquences.

L'un des axes de ces États généraux est de réfléchir à la notion même d'« action culturelle » pour éventuellement en dresser une charte. Pourquoi cette notion est-elle si compliquée à cerner ?
Ce que je vais dire n'engage que moi, et nous verrons si la réflexion collective le confirme : en vérité, cela ne me semble pas si compliqué. Je pense que nous sommes très nombreux à en avoir la pratique sans avoir jamais pris le temps de nous poser pour coucher sur le papier une définition satisfaisante et pédagogique. Disposant depuis toujours de peu de moyens, nous avons tous instinctivement privilégié… l'action.
J'ajoute que la notion d'action culturelle a tout à voir selon moi avec les notions de transversalité et de collectif, ce qui signifie que les conditions de sa définition et de sa visibilité sont maintenant réunies. À suivre, donc…

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE KANTCHEFF

(1) En tant que représentantes de l'État sur le terrain, les Drac, notamment celles pourvues d'un conseiller cinéma, audiovisuel, multimédia, sont aujourd'hui les mieux à même d'apprécier valablement l'importance et la pertinence d'un soutien, y compris s'il s'agit d'allouer un montant de quelques milliers, voire quelques centaines d'euros (souvent qualifié au national, à tort selon nous, de « saupoudrage »); mais privées de 15 % de budget (hors ECM) alors même que leurs budgets d'origine étaient déjà serrés, elles ont dû faire des choix…

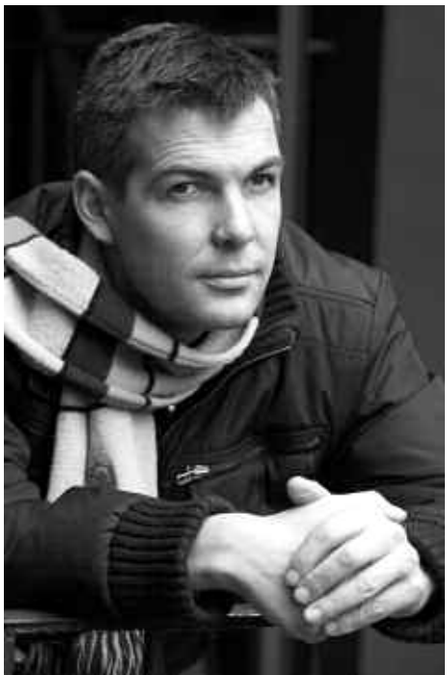
* Catherine Bailhache est coordinatrice de l'Acor (Association des cinémas de l'Ouest pour la recherche).

Pourri Brest

Dans son cinquième roman, « Paris-Brest », Tanguy Viel met en scène les travers d'une famille âpre au gain et sans scrupule. Dévastateur.

UNE GRAND-MÈRE HÉRITIÈRE d'un homme de 88 ans qui lui a proposé, bien que la connaissant à peine, de vivre avec lui jusqu'à sa mort, et de récupérer ses 18 millions d'actifs. Sans plus de sentiments de sa part à elle. Une mère (la fille de la précédente) et un père qui, dans un mouvement inverse et simultané, sont obligés de déménager dans le sud de la France pour cause de malversation. Le père est en effet accusé d'avoir détourné 14 millions de francs en tant que vice-président du club de foot local. Drôle d'ascendance pour le narrateur.
Après *l'Absolue Perfection du crime* (2001) et *Insoupçonnable* (2006), réédité aujourd'hui en poche (1), *Paris-Brest*, le cinquième roman de Tanguy Viel, a de nouveau l'argent pour thème. Mais si les sources de cet argent sont, comme dans les précédents, plus ou moins avouables, l'intrigue ne repose ni sur le suspense ni sur les rebondissements. Ici, le ton est davantage au malaise grinçant, presque à la satire sociale.
Il en est ainsi des rapports de classes. Aux yeux de sa mère, le narrateur n'a qu'un défaut : il a pour camarade le jeune Kermeur, fils de la femme de ménage de la grand-mère. Une mauvaise fréquentation, parce que socialement inférieure. Kermeur va devenir le mouton noir de cette famille, celui qui cristallise les fantasmes de malédiction. Mais, en même temps, Tanguy Viel se méfie du manichéisme : son Kermeur n'est pas précisément sympathique.

Il y a du Chabrol dans ce *Paris-Brest*, comme il y avait du Melville ou du Hitchcock dans les romans précédents (le cinéma est partie prenante de la littérature de Tanguy Viel). Que ce soit dans la description du Cercle Marin, le restaurant où se donne rendez-vous la bonne société de la Marine brestoise, ou les séances de bridge du vendredi soir, que fréquentent la mère du narrateur et la femme du procureur de la République. Ce qui a permis sans doute d'atténuer la sanction juridique contre son mari indélicat avec l'argent du football, mais pas le scandale public.
Une fois de retour à Brest après un « exil » de quelques années, celui-ci, dissimulé derrière les vitres teintées de sa voiture, souffre encore d'être reconnu et raillé dans les rues de la ville. En revanche, ni lui ni sa femme n'éprouvent la moindre honte à profiter de l'héritage de la grand-mère. Ils sont revenus avant tout pour capter cette fortune qu'ils estiment en meilleures mains dans les leurs. Ils ont fait construire une grande maison à l'écart, et ont relégué la vieille dame dans un grenier aménagé. Pas jolie jolie, cette famille, qui ressemble à celle de *Festen*, autre référence cinématographique possible.


HÉLÈNE BAMBERGER

Mais pas de scène de révélations ici, ou plus exactement, celles-ci se font de manière indirecte, par le biais d'un manuscrit. Le narrateur a en effet écrit son roman familial, que sa mère découvre, lit et brûle. C'est la dernière dimension de ce roman, le moins virtuose mais le plus complexe de Tanguy Viel : le narrateur a beau avoir pris soin, dans son manuscrit, de transformer la réalité *« pour ne pas avoir d'ennuis »*, l'effet de réel, et même l'effet de fiction, a une charge éminemment dévastatrice quand il touche juste. C'est fort, dangereux et sans doute salutaire.

C. K.

Paris-Brest, Tanguy Viel, Minuit, 190 p., 14 euros.
(1) Collection « double », 144 p., 6,50 euros.

CINÉMA

Che

Ce fut l'une des plus grandes promesses du dernier Festival de Cannes : *Che*, de Steven Soderbergh, avec Benicio Del Toro. Plus de 4 heures de film, qui sortent en salles en deux parties, *l'Argentin* ce mercredi, *Guerilla* le 28 janvier. La première partie, sobre, juste, efficace, raconte la prise de pouvoir à Cuba. La seconde, qui montre la déroute du Che en Bolivie, semble avoir perdu tout point de vue : ne reste qu'une icône à la dérive.

DVD

Richard Fleischer

Richard Fleischer, à la filmographie inégale (*20 000 lieues sous la mer* [1954], *les Vikings* [1957], *le Voyage fantastique* [1965], *Conan le destructeur* [1984]…), a commencé sa carrière par des films impeccables. Ainsi, *Child of Divorce* (1946), *Armored Car Robbery* (1950) et *l'Énigme du Chicago Express* (*The Narrow Margin*, 1952), tous trois de la première période de Fleischer, quand celui-ci était sous contrat avec la RKO, sont des réussites incontestables. Même si le film d'action lui va comme un gant, Fleischer n'est certes pas mauvais dans une fiction intimiste, son tout premier film, *Child of Divorce*, qui expose sans mièvrerie les inconséquences d'un couple qui se déchire et les violences psychiques infligées à sa petite fille. Le film, d'une modernité frappante, secoue les conventions de la société américaine de l'époque. *Armored Car Robbery* et *l'Énigme du Chicago Express* sont, eux, des polars d'une très grande force plastique en même temps qu'ils imposent un style, qui allie rythme haletant et plans séquences terriblement inventifs. Bertrand Tavernier, « directeur éditorial » de ce DVD et très (trop ?) présent dans les bonus, parle, à propos d'*Armored Car Robbery*, de *« film parfait »* (on ne le démentira pas), tandis que *l'Énigme de Chicago Express*, qui se déroule exclusivement dans un train, en multipliant les trouvailles de tournage dans des lieux exigus, relève de la performance de haut vol.

Double DVD Collector Richard Fleischer, avec *Child of divorce, Armored Car Robbery* et *l'Énigme du Chicago Express*, Éditions Montparnasse.

PHOTOGRAPHIE

La plénitude et la simplicité

Une rétrospective Sabine Weiss livre la tonalité et le parcours d'une artiste gouvernée par le sens de l'anecdote.

VOILÀ D'ABORD UNE FEMME debout dans un couloir de métro. La tête enfoncée contre l'angle droit d'un mur aux carreaux blancs. Coiffée d'un fichu, vêtue d'un manteau sombre. Au bout de son bras pend un sac de voyage d'un mauvais cuir. Elle est chaussée de pantoufles. Les chevilles sont gonflées. Sur sa gauche est placardée une publicité pour *Holiday on ice* au Palais des sports, avec son *« patineur du siècle, à partir du 22 février 1979 »*. Le graphisme d'une réclame s'arrange ici des joints d'un carrelage, une femme triste des angles d'un couloir.

Pour Sabine Weiss, la photographie se lie *« à l'instant, cet instant fugitif et merveilleux qu'il faut saisir tout en le composant, ces instants dans le temps et dans l'espace, où la plénitude et la simplicité forment un tout »*. Plénitude et simplicité, c'est exactement ça. Exactement ce que démontre cette rétrospective importante consacrée à la photographe, en cent trente images, certaines connues, d'autres inédites, le long d'un demi-siècle de clichés, d'un Paris populaire baignant dans l'ambiance particulière de l'après-guerre à aujourd'hui. Où triomphe le noir et blanc. Dans une série de nocturnes trempés de brume, se détachent l'ombre d'un uniforme rehaussé d'un képi, un passant furtif, deux silhouettes s'échappant d'une bouche de métro. Ailleurs, un clodo s'est endormi sur un banc, le litron à côté, un autre sommeille devant la vitrine du Printemps alignant ses chapeaux. Se suivent des jours de pluie, une farandole de baisers, des mômes chahuteurs, des solitaires à la marge, des exclus, des vieillards esseulés.

SABINE WEISS/RAPHO

« Homme dans le brouillard », Paris, 1953.

Piquée d'âpreté, derrière ce qu'on appelle communément du « réalisme poétique », l'image reste du côté de la vie. Mais surtout, qu'il s'agisse d'un village de pêcheurs au Portugal, du métro new-yorkais, d'un pèlerinage gitan, il y a toujours chez Weiss cette capacité à souligner l'anecdote. Affaire de parti pris pour qui vise à *« apprendre à voir les détails les plus simples : le menu détail qui exprime l'essentiel, le petit geste qui explique le mouvement, l'infiniment petit qui raconte le grand »*.

JEAN-CLAUDE RENARD

Sabine Weiss, Maison européenne de la photographie, 5, rue de Fourcy, Paris IVe, jusqu'au 25 janvier. Tlj sf lundi et mardi, 11 h-20 h.

THÉÂTRE

BUN PHANNARA

L'illusionniste fait disparaître une femme… Elle réapparaîtra quatre ans plus tard.

Tranche de rire napolitaine

Avec « La Grande Magie », Laurent Laffargue réhabilite le génial Eduardo de Filippo.

C'EST LE SORT DES BALADINS qui font rire : on les applaudit, on les oublie, on les redécouvre et on les oublie à nouveau. Le Napolitain Eduardo de Filippo (1900-1984) n'était pas un simple rigolo puisqu'on peut aisément le situer à une hauteur proche de celle de Pirandello. Mais il fut un auteur-acteur qui passa toute sa vie en scène, un saltimbanque des quartiers populaires, un écrivain qui écrivait pour Naples et pas pour Rome. En France, Huguette Hatem, qui a traduit beaucoup de ses œuvres, a permis qu'on l'aime dans nos théâtres. Voilà qu'après quelques années de calme plat, de nouvelles portes s'ouvrent pour ce génie du théâtre méditerranéen. On verra, en l'espace de quelques mois, deux mises en scène d'une même pièce, *la Grande Magie* : après sa création au Grand T de Nantes, la vision de Laurent Laffargue arrive à Boulogne-Billancourt. Fin mars, une version par Den Jemmett sera donnée à la Comédie-Française.

Le spectacle représenté en région parisienne n'a pas seulement l'avantage de l'antériorité. Il va au cœur d'une œuvre complexe parce que, sous sa vivacité comique, elle prend à contrepied les vérités et le style qui semblent la définir. Un illusionniste arrive à Naples, et la bonne société se presse pour assister à ses tours de magie. Tout le monde a le souffle coupé, et surtout un brave bourgeois qui voit sa femme disparaître dans un sarcophage et n'en pas ressortir. Le mari ne la reverra pas. Du moins pas avant longtemps car, bien sûr, c'est un coup monté entre le charlatan et un amant trop heureux d'utiliser ce stratagème pour enlever la femme qu'il aime. De Filippo pourrait rester sur cette ligne-là et s'en amuser, mais il suit la vie de l'homme trompé qui ne peut accepter son malheur, s'enferme dans l'irrationnel pour ne pas admettre une réalité trop cruelle et entreprend un dialogue espacé avec le magicien. Quatre ans plus tard, la femme revient. Comment admettre ce retour et reconnaître qu'il n'est que la fin d'une banale histoire d'adultère ? Métamorphosé, l'homme restera dans une illusion qui est une autre dimension de l'esprit.

Laffargue s'est plu à situer l'action près de nous, pour le premier acte dans un grand hôtel où les riches flânent en costumes de bain devant la piscine. Juste pour éviter des images rétro. Et la pièce, lancée un peu lentement, court ensuite vers ses sinuosités, son rire qui se casse, ses allers et retours entre la fête à l'italienne et les moments où la gorge se serre. Georges Bigot est un saisissant interprète de l'homme abandonné. Daniel Martin joue l'Houdini de la baie de Naples dans une belle malice masquée. Anne Cressent, en femme infidèle, a l'éclat des séductrices de l'écran italien. Il y a quatorze acteurs et chanteurs, tous dans la même rouerie sensuelle, sous un regard discrètement politique. Le plaisir même.

GILLES COSTAZ

La Grande Magie, Théâtre de l'Ouest parisien, Boulogne (92), 01 46 03 60 44, du 8 au 28 janvier. Texte français à L'Avant-Scène Théâtre.

TÉLÉVISION

Les maux de la rentabilité

Difficultés d'accès aux soins, fermetures d'hôpitaux… Un portrait sombre de la santé en France, loin des principes égalitaires.

EN 2007, MICHAEL MOORE épinglait le système de santé aux États-Unis et louait le nôtre. *« Si on est malade, on va à l'hôpital, on se fait soigner. C'est aussi simple. C'est le principe de solidarité qui demeure, et non pas celui de l'assurance. Les plus riches, en France, payent pour les plus pauvres. »* Faute de moyens, faute de prises en charge, plus de cinquante millions d'Américains ne peuvent se soigner. Moore a beau s'illustrer dans le documentaire, c'est là une présentation idyllique de la santé en France. Parce que les temps ont changé. Pour pouvoir se soigner, il est impératif d'en avoir les moyens. Tel est l'objet de ce film réalisé par Jacques Cotta et Pascal Martin, qui reviennent d'abord aux sources en puisant dans les images d'archives, rappelant qu'après-guerre, dans un pays exsangue, la Sécurité sociale se trouvait malgré tout au cœur de la reconstruction nationale. *« Cotiser selon ses moyens, être soigné selon ses besoins. »* Un choix philosophique, une aspiration humaniste déterminée alors par le Conseil national de la Résistance.

Le pacte social érigé en 1945 est maintenant complètement remis en cause. C'est une démonstration qu'orchestrent ici les réalisateurs, à travers divers entretiens, divers témoignages. À commencer par celui de Jean de Kervasdoué, professeur d'économie et de gestion des services de santé au Conservatoire national des arts et métiers, considérant que *« les dépenses sociales n'ont jamais été aussi élevées »*, et que, pour autant, *« il n'y a pas de régression sociale »*. Tout est bien dans le meilleur des mondes, en somme. Nicolas Sarkozy avance des chiffres, Roselyne Bachelot suit à la lettre. Les réalisateurs ont donc choisi une autre voie, et la rencontre de personnes malades confrontées à une difficulté croissante d'accès aux soins. La réalité du terrain et des visages contre le discours. Comme en témoigne Bruno-Pascal Chevalier, assistant social, atteint du sida, qui pointe les franchises multiples, les déplacements facturés, la hausse des forfaits hospitaliers, le nombre grandissant de médicaments non remboursés, les dépassements d'honoraires chez les spécialistes. En 2007, il a entamé une grève des soins pour faire entendre sa révolte. Parce que justement les autorités cherchent à rassurer, dissimulent. Malades du sida, atteints de cancer ou de diabète doivent filer droit. Les remboursements à 100 % sont devenus rares, la Sécurité sociale reprend d'une main ce qu'elle octroie de l'autre, discrètement. Les franchises sont légion, censées responsabiliser les malades. *« En 1945, c'étaient de vrais malades*, observe Christian Lehmann, médecin. *Aujourd'hui, ce sont des névrosés simulateurs ! »* Les mêmes simulateurs, par millions, qui n'ont pas même droit à la CMU dès lors que leurs revenus mensuels sont supérieurs à 606 euros…

Toujours en dépassant le seul cadre des mots officiels, second volet de cette enquête remarquable, Jacques Cotta et Pascal Martin soulignent les déserts médicaux qui se mettent en place au fil des années. Plus de 250 établissements de santé risquent aujourd'hui de boucler. Les fermetures de la maternité de Clamecy et de l'hôpital de Lézignan sont deux exemples parmi d'autres. Au seul nom de la rentabilité.

« Que valent dans ce contexte les discours sur le déficit de la Sécu, s'interrogent les réalisateurs, *qui imposerait des efforts drastiques sur le dos de notre système de santé, au détriment des plus fragiles ? Alors que le trou de la Sécurité sociale est chanté sur tous les tons, que valent les 11 milliards de déficit lorsque la garantie de l'État apportée aux banques porte sur plus de 340 milliards d'euros ? »*

JEAN-CLAUDE RENARD

AYISS/AFP

Bruno-Pascal Chevalier a entamé une grève des soins en 2007.

L'Accès aux soins en danger, jeudi 15 janvier, 22 h 40, France 2 (52'). Voir aussi p. 8.

À VOS POSTES

RADIO

SAMEDI 10 JANVIER

CO_2 mon amour

France Inter, de 14 h à 15 h

Denis Cheissoux planche sur *« les initiatives et les gens qui font »*. À suivre par les litières écolos pour chats, Élisabeth Laville pour « Comptons notre CO_2 », l'autosuffisance énergétique en Bretagne et l'ONG Terre verte au Burkina Faso.

DIMANCHE 11 JANVIER

Bled

France Culture, de 17 h 30 à 18 h

Enregistré au Quartz de Brest, début décembre, un conte pour enfants qui puise ses sources dans la tour d'une cité et dans l'expulsion. Par Daniel Danis, dramaturge québécois.

LUNDI 12 JANVIER

2 000 ans d'histoire

France Inter, de 13 h 30 à 14 h

Le cinéma de propagande, avec Jean-Pierre Bertin-Maghit, historien, enseignant à Bordeaux-III.

MARDI 13 JANVIER

Service public

France Inter, de 10 h 05 à 11 h

Au programme de l'émission dirigée par Isabelle Giordano, les menaces qui pèsent sur la vente par correspondance (en partenariat avec *60 Millions de consommateurs*). Avec notamment François Momboisse, président de la Fédération du e-commerce et de la vente à distance, Benjamin Douriez, journaliste à *60 Millions de consommateurs*, pour le dossier Camif, et Michel-François Delannoy, maire de Tourcoing (PS).

TÉLÉVISION

VENDREDI 9 JANVIER

Jean Yanne

France 3, 23 h 05

MULLER/AFP

Portrait du comédien, réalisateur et écrivain, fils d'un ouvrier ébéniste et d'une couturière, amateur d'orgues, p'tit gars des Lilas mal dégrossi, passé du tricoté main à l'élégance du cachemire dans la dérision et la gouaille anticonformiste.

SAMEDI 10 JANVIER

Trois hommes sur la photo

France 3, à 1 h 05

C'était le 6 janvier 1969. Ça remet loin, à quarante ans. À l'occasion de cet anniversaire, Sandrine Dumarais a repris bobines et planches-contacts et puisé dans les chansons et textes d'alors. Voilà Brel, Brassens, Ferré réunis. Ferré y tenait le plus, la réclamait, cette rencontre. La photographie de Jean-Pierre Lenoir est connue. Dans le vif d'une conversation animée, Brassens semble parler sérieusement, Ferré sourit, Brel tire sur une cigarette. Le documentaire est l'occasion de les entendre à nouveau, de voir les autres images du photographe saisies ce jour-là. S'y ajoutent les commentaires de François-René Cristiani, qui avait organisé ce débat, Juliette Greco et Jacques Higelin. Échange unique et une humilité partagée non feinte.

DIMANCHE 11 JANVIER

Centre spécial pour filles rebelles

France 3, 22 h 55

Elles sont quatre adolescentes, entre 15 et 17 ans, placées sous le contrôle de la justice pour vols, violences diverses, tentative de meurtre avec préméditation ou trafic de stupéfiants. Pour éviter peut-être la prison, elles ont été envoyées au Centre éducatif fermé pour filles à Doudeville, en Normandie. Danièle Alet s'est attachée à leur quotidien, six mois durant, le temps imparti aux jeunes filles pour se reconstruire.

Santiago

Arte, 23 h 50

Majordome, Santiago a été pendant trente ans au service de la famille du réalisateur Joao Moreira Salles. Fasciné depuis son enfance par cet homme cultivé, le cinéaste avait tenté, en 1992, de rassembler ses souvenirs sur la pellicule. Une ébauche abandonnée. Avant de revenir sur son sujet, quinze plus tard, à la mort du majordome, pour un tout autre travail alors, une réflexion sur l'identité, sur les malentendus et les limites du documentaire.

LUNDI 12 JANVIER

Six milliards d'autres

France 5, 19 h

Cinq ans de tournage, soixante-dix pays, cinq mille entretiens et six réalisateurs. Projet gigantesque, *Six milliards d'autres* est né à l'initiative de Yann Arthus-Bertrand. Après son travail photographique à travers le monde, s'est imposée l'idée d'écouter les hommes et les femmes qui peuplent la planète, de recueillir leur expérience, leur vision du monde, leur philosophie. Du pêcheur brésilien au millionnaire saoudien, du dentiste malien à l'agriculteur afghan…

C'est moi qui l'ai fait !

Crise économique et écologique oblige, le « fait maison » a le vent en poupe. Un mode de vie à contre-courant de la société de consommation, et des actions qui visent à rendre les plus pauvres autonomes. **Reportage.**

« *Nous venons de terminer notre toiture : si nous avions eu les moyens, nous l'aurions probablement fait faire, mais je suis ravie d'avoir appris et drôlement fière. C'est un savoir-faire précieux. Si on subissait une tempête, on ne serait pas dépendants d'un professionnel. J'essaie d'être la plus autonome possible. Cela me permet de reprendre du pouvoir sur ma vie.* » Institutrice à mi-temps, Alice a choisi de ne pas perdre sa vie à la gagner et le raconte sur le blog qu'elle tient avec son amie Laurence (1).

Alice adore cuisinier, son compagnon a retapé leur maison en Bretagne, ils ont des toilettes sèches, font leur compost, un potager, et la jeune femme a décidé de se mettre au tricot pour les pulls. Cette démarche d'autonomie n'est pas venue du jour au lendemain. Plus intello que bricolo, Alice a longtemps pensé « achat » pour chaque besoin de la vie quotidienne. Comme elle l'explique dans les conférences qu'elle anime, *« la simplicité volontaire implique un profond changement de pensée. Par exemple, mon fils voulait une grue. Immédiatement, j'avais entendu qu'il voulait que je lui achète une grue. En réalité, non. Je lui en ai fabriqué une, avec laquelle il a très longtemps joué. Même chose pour la peinture bio : c'est cher alors que c'est facile à fabriquer ».*

SAVOIR FAIRE ET DÉCOUVERTES

Bricoler en famille pour améliorer son habitat : un loisir gratifiant et économique.

Dans ce même esprit d'écologie, l'association Savoir-faire et découvertes propose des stages (2) pour s'initier à différentes techniques : construction d'un four à pain, fabrication d'une éolienne, enduits à la chaux, tournage de poterie, meubles en carton, jouets en bois, vêtements en feutre, pommades à base de plantes… Tout s'apprend, avec des professionnels qui vivent de leur art et souhaitent le transmettre. *« J'en avais assez du bla-bla, je voulais proposer des solutions concrètes pour avancer dans l'écologie, et toucher d'autres personnes qu'un public convaincu »*, explique Arnaud Trollé, créateur de l'association. Parmi les stagiaires, on trouve des personnes engagées dans un projet de vie écologique mais aussi des gens qui souhaitent tester un métier en vue d'une reconversion professionnelle, ou des familles qui trouvent là un loisir original.

Si ces stages attirent un public varié, c'est que cette envie de faire soi-même s'est propagée au-delà des cercles militants pour devenir une vraie tendance de société, comme le montre la vogue des loisirs créatifs. Réinventer ses habits ou rénover sa maison n'est plus un symbole de manque d'argent mais l'expression de sa créativité. Les enseignes de bricolage ne désemplissent pas, et les ventes de machines qui permettent de tout faire comme des pros explosent. Faire son pain, ses yaourts, sa bière, c'est à la mode, mais aussi économique et simplissime. Selon le sociologue Gérard Mermet, *« on tend à rapatrier à l'intérieur des activités autrefois réservées à l'extérieur. Avec famille et amis, on recrée une petite société domestique rassurante, tellement équipée qu'on pourrait presque y vivre en autarcie. Quand c'est dur dehors, il faut que ce soit doux dedans ».* Attention toutefois aux sirènes du marketing : faire soi-même n'est possible qu'à condition de dégager du temps… Ce qui signifie moins d'argent, donc des besoins réduits.

Pour autant, ce ne sont pas les plus modestes qui se tournent vers l'autoproduction. *« Ceux qui subissent les plus fortes difficultés sociales et financières sont ceux qui ont le moins de savoir-faire, y compris domestiques,* constate Daniel Cérézuelle, sociologue et responsable scientifique du Programme autoproduction et développement social (3) (Pades). *Certaines personnes vivant dans des taudis sont relogées. Mais, faute de connaissances de base sur l'entretien, le nouveau logement se dégrade à nouveau. Un exemple : ces familles qui calfeutrent l'appartement comme ils peuvent pour réduire les factures puis achètent un poêle à pétrole. Cela crée une humidité terrible, un air malsain, et détériore le bâti. »*

Forte de ce constat, l'association promeut une action sociale basée sur l'apprentissage de l'autonomie. Des services d'accompagnement à l'autoréhabilitation ont ainsi été créés au Havre et à Bordeaux ; des associations comme le Secours catholique organisent des ateliers cuisine pour apprendre à se nourrir correctement, et des jardins de développement social ont été mis en place dans des quartiers.

Mais le Pades a encore du pain sur la planche. La plupart des acteurs sociaux restent dans une optique de prise en charge de l'individu et sont réticents aux méthodes d'autonomisation. Apprendre à faire soi-même permet pourtant de redonner confiance et d'aider les personnes à se reconstruire. Mais quel modèle économique façonne peu à peu ce retour à l'autonomie ? Déjà, la vogue des machines à pain inquiète la filière boulangère. Vaste chantier d'études pour les chercheurs d'utopies.

EMMANUELLE MAYER

(1) cherryplum.canalblog.com. Elles ont aussi écrit **l'Art du désencombrement**, qui sortira en mars (Jouvence).
(2) www.lessavoirfaire.com. Stages entre 1 et 8 jours, de 30 à 250 euros.
(3) www.padesautoproduction.org

GANGNE/AFP

DROIT DU TRAVAIL

Saisonniers baladés

Quand l'État sermonne… l'État. Le Collectif de défense des travailleurs étrangers dans l'agriculture (Codetras) vient de saisir la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde). Pourquoi ? Il accuse la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sous contrôle de la préfecture, de prolonger illégalement les contrats saisonniers pour étrangers de six à huit mois. Idéal pour répondre aux besoins permanents des exploitations avec une main-d'œuvre recrutée à bon compte. L'analyse par la Halde des 19 dossiers transmis par le Codetras ne dit pas autre chose : *« Depuis de nombreuses années, des travailleurs étrangers de nationalité marocaine ont été employés entre 10, 20 et 30 ans, souvent sur les mêmes exploitations agricoles des Bouches-du-Rhône.* […] *Les éléments versés au dossier permettent de douter du caractère saisonnier de ces emplois. »* Problème, l'entourloupe qui permet d'éviter la signature d'un CDI conduit, selon le Codetras, à une discrimination en matière de droit au séjour, d'emploi, de conditions de travail et de protection sociale (maladie, chômage, vieillesse, accidents du travail et maladie professionnelle). Sur tous ces points, la Halde confirme le caractère *« très défavorable »* du contrat de travailleur saisonnier étranger face à un CDI. *In fine*, la Halde donne quatre mois aux principaux acteurs du dossier (ministère de l'Immigration, du Travail, préfecture, exploitants agricoles, etc.) pour présenter des mesures visant à améliorer le sort des saisonniers étrangers dans les Bouches-du-Rhône. Le collège de la Halde « recommande » également à la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du département de *« prendre les mesures en vue de la requalification des contrats desdits travailleurs étrangers saisonniers en contrats à durée indéterminée et de leur indemnisation au regard du préjudice subi »*. Environ 4 000 saisonniers agricoles étrangers, essentiellement marocains et tunisiens, travaillent chaque année dans les Bouches-du-Rhône.

Xavier Frison

www.halde.fr

IMMIGRATION

Mobilisation à Calais

Depuis la fermeture du hangar de Sangatte, *« les conditions de survie des réfugiés se sont dramatiquement dégradées »*, constate l'association SôS soutien ô sans-papiers : *« La police se livre quotidiennement à des exactions envers des étrangers en situation de grande détresse. Les autorités s'en prennent également à ceux qui leur apportent un soutien humanitaire. Nous devons mettre un terme à cette situation intolérable. »* Après avoir passé le réveillon avec les sans-papiers à Calais, les membres de l'association exigent le départ des *« forces de la répression »* opérant dans le Calaisis, la fermeture des centres de rétention, la régularisation de tous les sans-papiers, sans oublier la liberté de circulation et d'installation.

SôS soutien ô sans-papiers
06 98 70 33 49,
www.lepost.fr/tag/sos-soutien-o-sans-papiers/

Marché de dupes

Confronté aux conséquences dramatiques de politiques néolibérales qu'il a dû entériner, contraint et forcé, comme d'autres pays d'origine de migrants, *« le Mali ne doit pas signer, sous la pression, un accord dit "de gestion concertée des flux migratoires et de développement solidaire" »*, estiment le Forum pour un autre Mali (Foram) et l'Association malienne des expulsés (AME). *« L'immense majorité des Maliens à l'intérieur de leur pays comme à l'extérieur ne savent rien des termes ni des enjeux d'un tel accord, qui n'a rien de concerté ni de démocratique. »* Bien loin des romantiques promesses de « développement solidaire », « d'aide publique au développement » et de « rentabilisation des fonds des migrants », la France *« attend des autorités maliennes qu'elles lui prêtent main-forte dans la réalisation de l'objectif global de 30 000 expulsions pour cette année 2009 »*. Pour les deux associations, cet accord risque de faire *« basculer dans la misère des milliers de familles qui, au Mali, ne doivent leur survie qu'à la solidarité des migrants, dont la contribution à l'économie malienne dépasse l'aide publique de la France au développement de ce pays. »*
www.expulsesmaliens.org,
madametraore@yahoo.fr

SANTÉ

Le Planning est surchargé

DUFOUR/AFP

« Trop, c'est trop ! » pour le Planning familial de Marseille, qui a décidé de fermer ses locaux du 13, boulevard d'Athènes, *« en attendant des locaux décents et adaptés à l'accueil du public »*. En écho aux *« inondations, coupures d'électricité, chauffage arrêté pendant l'accueil du public »*, le Planning familial des Bouches-du-Rhône rappelle que ses subventions de fonctionnement sont déjà insuffisantes. Un déménagement entraînerait un quadruplement du loyer, *« alors que nos permanences sont déjà déficitaires »*. Des permanences dont l'existence même est menacée par la baisse nationale des crédits alloués par l'État. Le Planning familial de Marseille reçoit chaque année 5 000 personnes qui trouvent écoute et accompagnement sur les questions affectives et sexuelles, 2 000 patientes pour un suivi gynécologique confidentiel et gratuit, 30 000 personnes qui bénéficient d'informations diverses.

Planning familial des Bouches-du-Rhône,
www.leplanning13.org,
04 91 91 09 39.

RÉTENTION

Le simulacre continue

Dès l'annulation du précédent appel d'offres du gouvernement ouvrant à *« toute personne morale »* la mission d'intervention dans les centres de rétention administrative (CRA, voir *Politis* n° 1024), la Cimade a proposé au ministère de l'Immigration la mise en œuvre d'une action conjointe de plusieurs associations et organisations syndicales. Cela afin de *« rendre effectif »* l'exercice des droits des étrangers en rétention. Or, cette proposition n'a reçu des pouvoirs publics *« ni réponse, ni début de dialogue, ni même accusé de réception »*, déplore la Cimade. Pour les associations de soutien aux étrangers, cette réforme vise à *« fragiliser l'exercice effectif des droits des étrangers et à gêner la société civile dans sa capacité de témoignage »*.
www.cimade.org

HANDICAP

Site d'embauches

Nouveau venu sur la Toile, handicap-rh.fr se veut un site Internet *« pratique et convivial »* destiné aux recruteurs des entreprises qui cherchent des solutions durables pour remplir leur obligation d'emploi de travailleurs handicapés. Rédigé par des experts de la question du handicap en entreprise, le site contient de l'information mise à jour sur le sujet, des témoignages de recruteurs et de salariés handicapés, des services *« pour prendre les bonnes décisions »* (assistance en ligne, CVthèque…), ou encore un annuaire des organismes utiles.
www.handicap-rh.fr

GAZA

Urgence humanitaire

Après plus d'une semaine de bombardements et le début de l'incursion terrestre de l'armée israélienne dans la bande de Gaza, *« les services de chirurgie sont débordés* […] *face à l'afflux de blessés »*, déplorait Médecins sans frontières (MSF) le 4 janvier. À Gaza city, l'unité de soins intensifs de l'hôpital Shifa a atteint *« les limites de ses capacités »*, tandis que *« les risques encourus empêchent les soignants et les blessés en attente de soins d'atteindre les structures de santé »*. En outre, l'intensité des bombardements ne permet pas à l'ONG de reprendre ses activités de soins post-opératoires dans son dispensaire de Khan Younès, au sud de Gaza. À Beit Lahia, au nord, *« l'insécurité a contraint chaque fois nos équipes à interrompre les soins pédiatriques »*. En France, la Ligue des droits de l'homme (LDH) dénonce *« l'engrenage de la violence »* et se demande *« quelle "raison de sécurité" pourrait justifier l'accaparement des terres et des ressources palestiniennes et le refus de laisser la Cisjordanie et Gaza se développer ? »* Une manifestation de solidarité, organisée par le Collectif national Urgence Gaza, est prévue le 10 janvier à 15 h, place de la République, à Paris.

X. F.

www.msf.fr, www.ldh-france.org, www.urgence-gaza.com

Le bloc-notes

BERNARD LANGLOIS

ABED/AFP

SILENCE, ON TUE !

Comment parler d'autre chose ?

Il faudrait la plume d'un Mauriac, ou celle du Bernanos des *Grands Cimetières sous la lune*, pour dire l'indignation, convaincre du scandale, parvenir à secouer les consciences. On se sent mal d'appartenir à une profession aussi veule, dans l'ensemble, aussi soumise à un ordre des choses et du monde qu'elle ne se rend même plus compte de l'indécence des mots qu'elle emploie, de la présentation qu'elle fait d'une réalité abominable.

Silence, on tue !
On n'entre plus dans Gaza, territoire interdit à la presse, fût-elle la plus conformiste, la plus ductile. La « bande » est livrée à la bande des tueurs en uniforme de l'État raciste d'Israël, agissant en toute impunité, comme toujours, avec l'appui indéfectible des États-Unis d'Amérique et de leurs larbins arabes (et n'espérez pas que ça change après le 20 janvier, voyez comme Obama fait la carpe !), et la complicité d'une Europe et d'une France qui font mine de s'émouvoir en de dérisoires efforts diplomatiques, quand il faudrait condamner sans faiblesse et sanctionner sans merci. Tentez donc d'expliquer à un enfant au cœur pur pourquoi Milosevic fut naguère mis au ban et la Serbie bombardée sans mollir pour cause d'exactions jugées insupportables contre la population albanaise du Kosovo alors que la « communauté internationale » (pas rire !) se contente, comme chaque fois que les bouchers de Tel-Aviv se lancent dans quelque nouvelle provocation meurtrière, de froncer un sourcil bonasse et de secouer l'index : *« Israël, coquin ! Tu vas te faire tirer les oreilles ! »*
Tentez donc.

LES MOTS POUR DIRE

Tout commence avec le langage employé. *« Au commencement était le Verbe »,* ce n'est pas aux adeptes de la religion du Livre qu'on va apprendre ça.
Et d'abord l'emploi du mot *« guerre »*, quand nous sommes face à une tout autre réalité que même le commentateur le moins affûté peut comprendre sans peine. On peut parler de *« guerre »* quand deux États, deux entités comparables, s'affrontent avec leurs armées respectives (quitte à ajouter l'adjectif *« asymétrique »* si l'un des deux protagonistes est nettement supérieur à l'autre) : c'est à bon droit, concernant Israël, qu'on a pu parler de la guerre « des Six-Jours », ou de celle « du Kippour », quand l'État hébreu était confronté aux armées arabes ; ça devient limite dans la dernière expédition libanaise, même si le Hezbollah s'est montré plus coriace que prévu ; c'est carrément grotesque dans cette invasion de la bande de Gaza, expédition punitive démesurée contre un groupe de va-nu-pieds certes vindicatif, mais d'une faiblesse insigne, comparée à la force de frappe ultrasophistiquée de l'armée israélienne. Un marteau-pilon pour écraser une mouche : c'est tout ce qui est autour de la mouche qui trinque, en l'occurrence : la population civile – femmes, enfants, vieillards, malades –, sans faire le détail.
Comment expliquer alors que tant de journalistes, notamment dans l'audiovisuel, persistent à employer le mot ?

LE CŒUR GROS

Celui-là et bien d'autres (j'ai déjà dit ce que je pensais de l'adoption et de l'emploi par la presse française du mot Tsahal, cet acronyme déjà bien discutable en lui-même puisqu'il signifie : Armée de défense d'Israël, alors qu'elle n'est plus depuis longtemps qu'une armée d'invasion et d'occupation ; mais qui est en outre utilisé comme un nom propre, désigné comme une personne, un être vivant et vénéré – est-il au monde un autre État qui personnifie ainsi sa force armée ?), qui n'ont d'autres raisons d'être que de renvoyer dos à dos victimes et bourreaux.
Ainsi compare-t-on les tirs de quelques roquettes artisanales des milices du Hamas, certes désagréables à subir mais aux résultats insignifiants, au déluge de feu qui s'abat sur le territoire palestinien et fait des milliers de victimes ; ainsi parle-t-on sans vergogne d'une rupture de la trêve du fait du Hamas, en oubliant de rappeler que celle-ci était conditionnée (et n'avait de sens) qu'à des progrès sur le plan politique permettant d'avancer vers une solution pacifique, progrès qu'Israël n'a jamais daigné consentir, maintenant, depuis son évacuation en 2005, un blocus féroce sur la *« bande »*, transformant Gaza en un camp de concentration à ciel ouvert ; ainsi nous présente-t-on comme infernale la vie des habitants israéliens d'une ou deux villes que les roquettes parfois atteignent, obligés régulièrement de descendre aux abris ; mais est-ce comparable à la situation inhumaine des Gazaouis, entassés dans leur bantoustan comme du bétail, privés de nourriture, d'eau, d'électricité et surtout d'espoir, entièrement soumis au bon vouloir (aux caprices ?) de leurs geôliers, qui laissent ou non passer de temps en temps quelques camions de vivres, ouvrent ou non le passage de quelques *check-points ?* On nous explique que – n'est-ce pas ? – nul pays ne pourrait tolérer qu'on expédie ainsi sur une fraction de son territoire et à intervalle régulier des obus qui peuvent atteindre sa population ; et que l'État d'Israël se doit de réagir, qu'il n'a pas le choix. Et Dieu sait s'il ne s'y résout que le cœur gros.

Il serait pourtant simple de rétorquer qu'Israël a un moyen efficace de faire cesser ces atteintes, en effet inacceptables, à sa

sécurité : restituer sans barguigner à leurs propriétaires légitimes les territoires qu'il occupe indûment depuis plus de quarante ans, comme n'a cessé de l'exiger (pas rire !) l'ONU. Et permettre ainsi, enfin, la création d'un vrai État palestinien viable.

CONTRE-OFFRE

Guerre de l'information, due pour partie à l'ignorance et à la soumission volontaire de beaucoup, pour une autre à la volonté propagandiste délibérée de quelques-uns, souvent en position de pouvoir dans les médias.
Je n'insiste pas : Denis Sieffert, qui a consacré un essai à ce thème, est mieux placé que moi pour développer (voir p. 7). Juste deux mots encore sur le sujet : le premier pour dire mon respect et mon admiration pour ces citoyens israéliens qui, à contre-courant, osent manifester ou écrire contre la guerre (1) ; le deuxième pour rappeler (ce qui est tout de même la grande nouveauté de ces dix dernières années) que répond désormais à l'offre d'information classique et souvent biaisée des grands médias une contre-offre performante et efficace, accessible à tous sur la Toile (2).
On aurait bien tort de s'en priver : allez-y voir !

MEURTRE À TÉHÉRAN

Les zélotes d'Israël, là-bas ou ici, ne cessent de nous le rappeler (3) : la vaillante armée de l'État hébreu ne se bat pas seulement pour sauver la patrie en danger, elle est aussi la première ligne de défense de l'Occident et de ses valeurs contre le terrorisme et la barbarie. Car derrière le Hamas, il y a qui derrière le Hamas, hein ? Il y a l'Iran, ne l'oubliez jamais !
Et c'est en vous touchant deux mots d'un livre sur l'Iran que je termine ce bloc-notes. Un roman, le premier de Naïri Nahapétian, dont le nom dit sûrement quelque chose à beaucoup d'entre vous : normal, cette jeune consœur d'origine persane, aujourd'hui rédactrice à *Alternatives économiques*, a fait ses premières armes ici, à *Politis*.
Naïri a quitté l'Iran avec sa famille après la révolution islamique, à l'âge de 9 ans. Soit un peu plus âgée que son héros, Narek Djamshid, qui n'en avait que 4. Narek, père persan et mère arménienne, apprenti journaliste, revient à Téhéran pour un reportage à l'occasion de l'élection présidentielle de 2005, qui verra la victoire d'un outsider sur lequel personne ne misait un rial, Ahmadinejad. Il se trouve mêlé par hasard à l'assassinat de l'ayatollah Kanumi, une sorte de Fouquier-Tinville local. Sur ce canevas de polar (4), dont on ne vous dira rien de plus, Naïri nous tisse habilement un tambour riche en couleurs où se mêlent les fils d'une société iranienne moins homogène, plus complexe qu'on pourrait croire : on croise, dans les salons d'une bourgeoisie qui se souvient de sa jeunesse révolutionnaire (évanouie de longue date, mais qui continue de la protéger), aussi bien de vieilles figures d'intellectuels laïques utilisés comme alibis par le régime que des intellectuelles féministes islamistes en vue ou de vieilles Arméniennes habituées du restaurant réservé aux chrétiens, où les femmes peuvent ôter le voile en toute légalité. Dans les rues grouillantes et sans cesse encombrées, où les piétons slaloment entre les voitures à leurs risques et périls, on peut tomber sur un chauffeur de taxi (collectif) *« bactériologue, spécialiste des maladies nosocomiales »*, qui, parce qu'il vous sent du vague à l'âme, vous récite des vers de son cru…
On sent chez l'auteure, qui a réussi là un roman attachant, comme une vieille tendresse pour son pays natal, si décrié et redouté dans nos contrées, où subsiste – au-delà des déchirements politiques, des excès intégristes, des lourds secrets –, comme une fraternité bonasse, une certaine douceur de vivre ensemble, si loin de cette *« indifférence »* occidentale : *« C'est vrai qu'ici chacun était un frère pour l'autre, une sœur, une mère, et toutes ces années de guerre, de soupçons et de répression n'y avaient rien changé. »*

« Bari galouste ! » (5)

B. L.

P.-S : J'apprends, à l'heure du bouclage, que deux consœurs, Marie-Eve Malouines (France Info) et Françoise Fressoz (*Le Monde*) viennent de refuser la légion d'honneur, ce médiocre hochet porté par tant de crapules. Bravo les filles !

GANGNE/AFP

(1) Michel Warschawski, par exemple : « Afin de montrer sa préoccupation, l'Europe envoie une assistance humanitaire (symbolique) à la population de Gaza. En entendant Bernard Kouchner soutenir l'action israélienne, en même temps qu'il annonce la décision d'envoyer des produits humanitaires à Gaza, je n'ai pas pu m'empêcher de me souvenir des informations sur les délégations de la Croix-Rouge internationale qui venaient visiter les camps d'extermination nazis avec des chocolats et des biscuits. Je sais que ce n'est pas la même chose, mais personne ne peut contrôler ses associations mentales… »
(2) Notamment une très belle réflexion de Mona Chollet : « Construire l'ennemi » sur le site « Périphéries ». Meilleure voie d'accès, pour ce texte, celui de Warschawski et bien d'autres, qui fournissent l'antidote à la propagande ordinaire – je ne vous le dirai jamais assez – www.rezo.net Et ne pas manquer non plus le travail remarquable de recension et collecte de témoignages et d'analyses fait par Michel Collon : www.michelcollon.info
(3) Copé encore ce lundi soir au « Grand Journal » de Canal +…
*(4) **Qui a tué l'ayatollah Kanuni ?**, Naïri Nahapétian, Liana Levi, 280 p., 17 euros.*
(5) « Bienvenue à Téhéran ! », en arménien.

pol-bl-bn@orange.fr

Israël a un moyen efficace de faire cesser ces atteintes, en effet inacceptables, à sa sécurité : restituer sans barguigner à leurs propriétaires légitimes les territoires qu'il occupe indûment.

les inrockuptibles

les inrocks 2 L'année rock/electro/rap en 100 pages

LES 50 MEILLEURS DISQUES DE 2008

La révélation MGMT

L'explosion SANTOGOLD

JUSTICE Folle année

FLEET FOXES Magie folk

Douce France CAMILLE, BASHUNG, SEBASTIEN TELLIER

Cure de jouvence BLACK KIDS, LATE OF THE PIER, CAJUN DANCE PARTY

TV on the Radio

Scarlett Johansson

The Last Shadow Puppets

Bloc Party

Juana Molina

Vampire Weekend

200 chansons de 2008

100 pages
11,90 €

inrockuptibles
BEST OF 2008
CD 13 TITRES

+ CD
BEST OF 2008
13 TITRES
AVEC MGMT / KANYE WEST
CAMILLE inédit / BASHUNG
SÉBASTIEN TELLIER
SANTOGOLD

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX